

# STATISTIQUES ET ÉTUDES GÉNÉRALES



Ministère de l'Équipement,  
des Transports et du Tourisme

Ministère du Logement

COLLECTIONS STATISTIQUES

Direction des Affaires Économiques  
et Internationales

1994

N° 168

PRIX : 120 F - ISSN : 0134-6892

## *Statistiques sur le logement social*

*le parc HLM au 01 01 1992*

*les aides de l'Etat à la pierre en 1992,  
le PLA-CDC et d'insertion, la PALULOS*

*la PAH de 1984 à 1991*

# **La Sous-Direction de l'Information Statistique sur la Construction**

**vous propose des statistiques et études...**

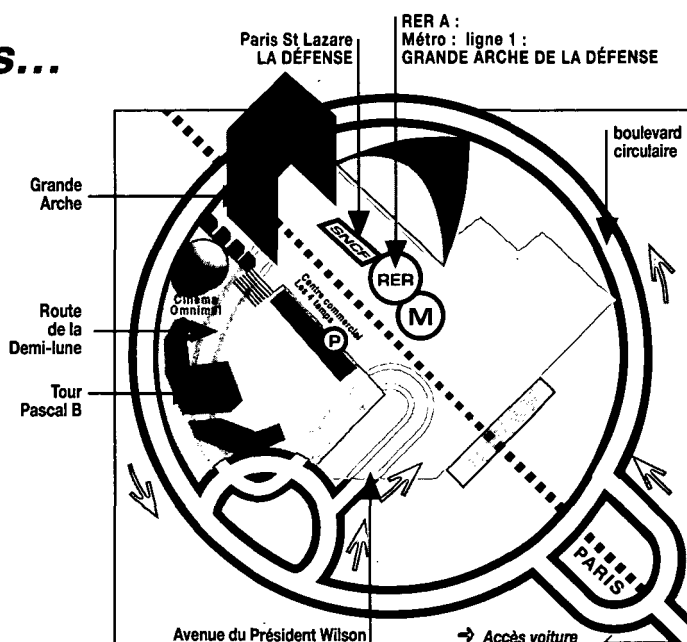
- **sur la construction neuve (SICLONE)**
- **sur la commercialisation de logements neufs (ECLN)**
- **sur les logements vacants**
- **sur l'activité économique des entreprises de BTP (Enquête Annuelle d'Entreprise)**

**vient de paraître...**

- **Les comptes du Logement de 1984 à 1992**
- **Statistiques de la Construction en 1993**

**pour tous renseignements...**

- **vous pouvez contacter  
le bureau de la diffusion**  
par téléphone (1) 40 81 28 40  
par télécopie (1) 40 81 28 27
- **vous pouvez consulter  
son centre de documentation  
et d'information statistique :**  
Tour Pascal B - LA DÉFENSE  
92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04



# ***Le parc locatif social au 1<sup>er</sup> janvier 1992***

---

## ***Sommaire***

---

<b>GLOSSAIRE</b>	page 4
<b>NOTICE TECHNIQUE</b>	page 5
<b>PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE</b>	page 7
<b>PRINCIPAUX RÉSULTATS</b>	page 7
<b>I. LOCALISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX</b>	page 8
I.1. Le parc locatif social et sa localisation régionale	page 8
I.2. Le parc locatif social et sa localisation urbaine	page 10
<b>II. ÉVOLUTION DU PARC HLM en 1991</b>	page 11
<b>III. ÉTAT STRUCTUREL DU PARC LOCATIF SOCIAL</b>	page 13
III.1. Le parc locatif social par type d'habitat	page 13
III.2. La taille des logements	page 14
III.3. L'âge du parc locatif social	page 17
<b>IV. CATÉGORIES D'ORGANISMES GESTIONNAIRES</b>	page 18
<b>V. LE CONVENTIONNEMENT</b>	page 18
<b>VI. LA MOBILITÉ EN 1991</b>	page 21
<b>VII. LA VACANCE</b>	page 23

# ***Glossaire***

---

## ***ABRÉVIATIONS DIVERSES :***

**APL** : Aide Personnalisée au Logement

**DHC** : Direction de l'Habitat et de la Construction (au Ministère du Logement)

**HLM** : Habitation à Loyer Modéré

**PALULOS** : Prime à l'Amélioration de Logements à Usage Locatif et Occupation Sociale

**PC** : Prêt Conventionné

**PLA** : Prêt Locatif Aidé

**RMI** : Revenu Minimum d'Insertion

**SLA** : Subvention locative aidée

**ZEP** : Zone d'Éducation Prioritaire

## ***TYPE D'ORGANISME :***

**OPAC** : Office Public d'Aménagement et de Construction

**SA** : Société Anonyme HLM

**SEM** : Société d'Économie Mixte

## ***COMMUNE RURALE :***

Une commune est définie comme rurale, à partir des données du recensement de la population 1990, si elle n'appartient pas à une agglomération multicommunale ou si elle comprend moins de 2000 habitants.

C'est cette notion de secteur rural qui sera utilisée par la suite.

# **Notice technique**

## **ANNÉE DE FIN DE CONSTRUCTION :**

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée, dans le cas d'une construction neuve, ou de l'année d'entrée dans le parc HLM dans le cas d'une acquisition-amélioration.

## **TYPE DE CONVENTIONNEMENT :**

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'A.P.L. (Aide Personnalisée au Logement).

On distingue à compter du 01/01/1988 deux types d'A.P.L. :

- l'A.P.L.1 liée au financement PLA (conventionnement de type PLA),  
PALULOS (avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988),
- l'A.P.L.2 avec l'A.P.L.2 B liée au financement PALULOS (convention avec travaux)  
et l'A.P.L.2 A liée au conventionnement sans travaux.

## **ANNÉE DE MISE EN LOCATION :**

Il s'agit de l'année de la première mise en location d'un programme ou d'une tranche de logements.

## **VACANCE :**

On appelle logement vacant un logement pour lequel il n'existe pas de contrat de location en cours de validité ou prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'enquête.

$$\text{Taux de vacance au 1<sup>er</sup> janvier 1992} = \frac{\text{nombre de logements vacants au 1<sup>er</sup> janvier 1992}}{\text{nombre total de logements au 1<sup>er</sup> janvier 1992}}$$

## **MOBILITÉ :**

Le taux de mobilité est calculé en comparant le nombre annuel d'emménagements dans les logements en service au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de l'enquête, au nombre total de logements du parc HLM existant à cette même date.

Pour l'enquête au 1<sup>er</sup> janvier 1992, on exclut donc les emménagements de l'année 1991 dans les logements mis en location en 1991.

$$\text{Taux de mobilité au 1<sup>er</sup> janvier 1992} = \frac{\text{emménagements sur le parc au 1<sup>er</sup> janvier 1991}}{\text{total de logements - logements mis en location en 1991}}$$



## **Présentation de l'enquête**

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des Sociétés d'Économie Mixte (SEM) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les services de l'État pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est effectuée par les cellules statistiques des Directions Régionales de l'Équipement et gérée au niveau national par la Direction des Affaires Économiques et Internationales (DAEI).

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

## **Principaux résultats**

### **■ Au 1<sup>er</sup> janvier 1992 :**

- 3 533 477 logements HLM en France métropolitaine.
- 62 logements locatifs sociaux pour 1 000 habitants.
- 1 logement sur 10 est une construction individuelle.
- Plus de la moitié du parc locatif social est constitué de constructions de plus de 20 ans.
- Plus de 3/4 du parc HLM est conventionné.
- Taux de vacance en régression par rapport à l'année précédente.  
Le taux de vacance totale se situe à 1,97 %.

### **■ Au cours de l'année 1991 :**

- Le parc HLM s'est accru de 54 537 logements.
- 358 463 emménagements sur le parc au 1<sup>er</sup> janvier 1991, soit un taux de mobilité au 1<sup>er</sup> janvier 1992 de 10,28 %.

# Localisation des logements sociaux

## Le parc locatif social et sa localisation régionale

Au 1<sup>er</sup> janvier 1992, le patrimoine locatif HLM de la France métropolitaine s'élève à 3 533 477 logements.

L'implantation de ces logements locatifs sociaux n'est pas uniforme sur le territoire national. En effet, plus de la moitié du parc HLM national est concentré sur les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

### LE PARC HLM ET SA LOCALISATION RÉGIONALE

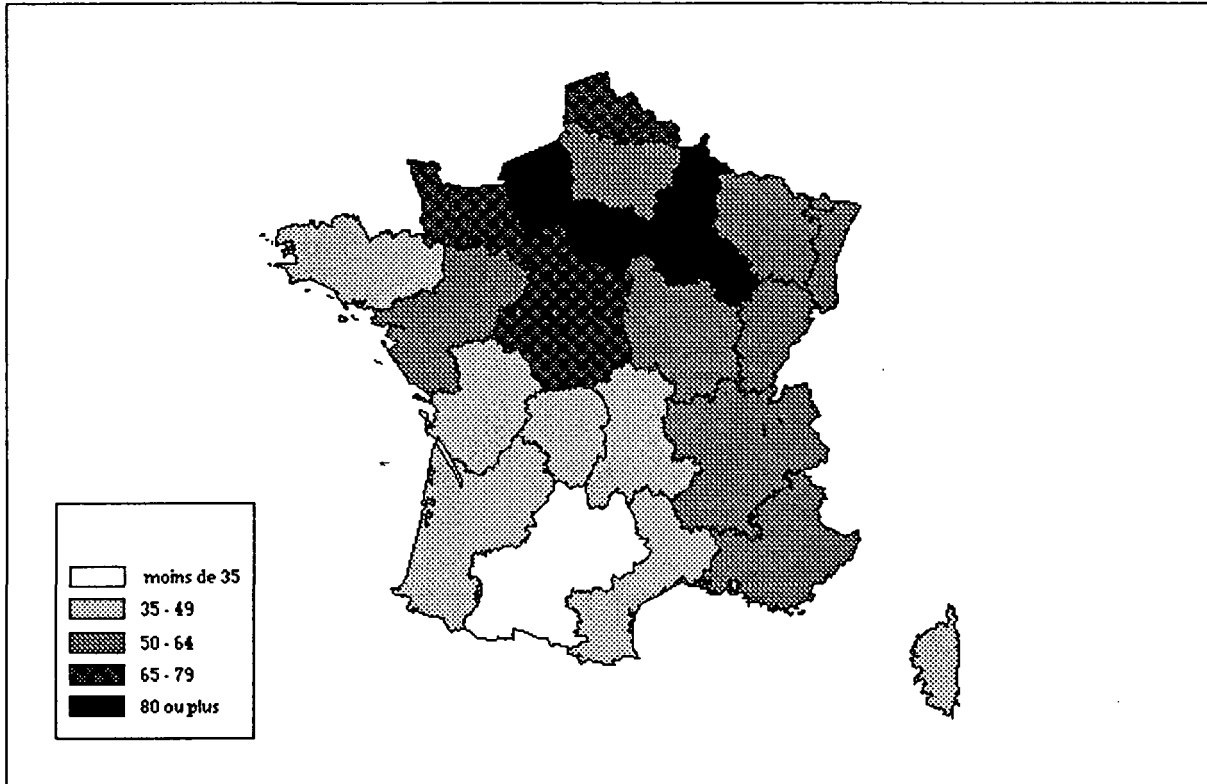
RÉGIONS	Population <sup>(1)</sup> 1990	Parc HLM <sup>(2)</sup> au 1/1/92	Parc HLM pour <sup>(3)</sup> 1000 habitants
11-ILE-DE-FRANCE	10 660 554	997 519	93,57
21-CHAMPAGNE-ARDENNE	1 347 848	124 467	92,34
22-PICARDIE	1 810 687	111 657	61,67
23-HAUTE-NORMANDIE	1 737 247	146 978	84,60
24-CENTRE	2 371 036	160 614	67,74
25-BASSE-NORMANDIE	1 391 318	97 998	70,44
26-BOURGOGNE	1 609 653	93 403	58,03
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	3 965 058	273 578	69,00
41-LORRAINE	2 305 726	135 589	58,81
42-ALSACE	1 624 372	83 513	51,41
43-FRANCHE-COMTÉ	1 097 276	67 747	61,74
52-PAYS DE LA LOIRE	3 059 112	162 177	53,01
53-BRETAGNE	2 795 638	106 134	37,96
54-POITOU-CHARENTES	1 595 081	61 347	38,46
72-AQUITAINE	2 795 830	100 933	36,10
73-MIDI-PYRÉNÉES	2 430 663	81 477	33,52
74-LIMOUSIN	722 850	33 400	46,21
82-RHÔNE-ALPES	5 350 701	332 585	62,16
83-AUVERGNE	1 321 214	49 098	37,16
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 114 985	80 319	37,98
93-PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	4 257 907	223 309	52,45
94-CORSE	249 737	9 635	38,58
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>56 614 493</b>	<b>3 533 477</b>	<b>62,41</b>

Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I./S.D.I.S.C. -

Unités : (1) Habitant ; (2) Logement ; (3) Logement.



## DENSITÉ DE LOGEMENTS HLM POUR 1 000 HABITANTS



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : Logement

Ce sont les régions Ile-de-France, Champagne-Ardenne et Haute-Normandie, qui ont le plus de logements HLM pour 1 000 habitants, avec respectivement 94, 92, et 85 logements pour 1 000 habitants. La forte densité des régions Champagne-Ardenne et Haute-Normandie s'explique par la proximité de l'Ile-de-France et le caractère industriel de ces régions.

La densité de logements HLM dans le Nord-Pas-de-Calais n'est pas parmi les plus élevées, les logements des houillères n'appartenant pas au champ de l'enquête.

Au contraire, c'est dans les régions de type agricole, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Auvergne et Bretagne que l'on trouve les plus faibles densités de logements HLM, avec respectivement 34, 36, 37 et 38 logements pour 1 000 habitants.

## Le parc locatif social et la localisation urbaine

Le logement locatif social n'occupe qu'une place restreinte dans l'ensemble des communes rurales, soit 2 %.

En revanche, environ une résidence principale sur cinq est un logement HLM dans les grosses communes ainsi que dans l'unité urbaine de Paris où 22 % des résidences principales sont des logements HLM.

### LE PARC HLM ET SA LOCALISATION URBAINE

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	Parc HLM (1) au 1/1/92	Parc de logements (1) R.P. 1990	Part du parc HLM/ parc de logements (2) R.P. 1990	Population R.P. 1990 (3)	Parc HLM (1) pour 1 000
<b>COMMUNES RURALES</b>	149 356	7 289 737	2,0	14 717 368	10,1
<b>Moins de 5 000 habitants</b>	120 220	1 548 775	7,8	3 387 154	35,5
<b>5 000 à 9 999 habitants</b>	155 016	1 444 218	10,7	3 117 365	49,7
<b>10 000 à 19 999 habitants</b>	190 927	1 343 915	14,2	2 765 032	69,1
<b>20 000 à 49 999 habitants</b>	329 829	1 743 992	18,9	3 836 597	86,0
<b>50 000 à 99 999 habitants</b>	351 193	1 624 974	21,6	3 658 244	96,0
<b>100 000 à 199 999 habitants</b>	361 443	1 698 564	21,3	3 892 316	92,9
<b>200 000 à 1 999 999 habitants</b>	950 057	5 324 589	17,8	11 921 596	79,7
<b>UNITÉ URBAINE DE PARIS</b>	925 436	4 218 224	21,9	9 318 821	99,3
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3 533 477</b>	<b>26 236 988</b>	<b>13,5</b>	<b>56 614 493</b>	<b>62,4</b>

Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unités : (1) Logements, (2) %, (3) Habitants

## Évolution du parc HLM en 1991

Le parc locatif social de la France métropolitaine est passé de 3 490 085 logements au 1<sup>er</sup> janvier 1991 à 3 533 477 logements au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Toutes les régions ont accru leur parc de logements HLM entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Ce sont les régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur qui ont les plus forts taux d'accroissement de leur parc, suivies des régions Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Limousin.

En revanche, le parc des logements HLM a peu augmenté en Champagne-Ardenne, Ile-de-France et Haute-Normandie, régions où la densité de logements HLM était déjà forte.

<b>ÉVOLUTION DU PARC HLM EN 1991</b>			
<b>RÉGIONS</b>	<b>Parc HLM (1) au 1/1/91</b>	<b>Parc HLM (1) au 1/1/92</b>	<b>Taux (2) d'accroissement</b>
<b>11-ILE-DE-FRANCE</b>	980 855	997 519	1,70
<b>21-CHAMPAGNE-ARDENNE</b>	123 951	124 467	0,42
<b>22-PICARDIE</b>	109 959	111 657	1,54
<b>23-HAUTE-NORMANDIE</b>	146 017	146 978	0,66
<b>24-CENTRE</b>	157 985	160 614	1,66
<b>25-BASSE-NORMANDIE</b>	96 913	97 998	1,12
<b>26-BOURGOGNE</b>	92 411	93 403	1,07
<b>31-NORD-PAS-DE-CALAIS</b>	270 000	273 578	1,33
<b>41-LORRAINE</b>	134 350	135 589	0,92
<b>42-ALSACE</b>	82 125	83 513	1,69
<b>43-FRANCHE-COMTÉ</b>	66 993	67 747	1,13
<b>52-PAYS DE LA LOIRE</b>	160 066	162 177	1,32
<b>53-BRETAGNE</b>	104 516	106 134	1,55
<b>54-POITOU-CHARENTES</b>	60 349	61 347	1,65
<b>72-AQUITAINE</b>	99 700	100 933	1,24
<b>73-MIDI-PYRÉNÉES</b>	79 436	81 477	2,57
<b>74-LIMOUSIN</b>	32 833	33 400	1,73
<b>82-RHÔNE-ALPES</b>	326 565	332 585	1,84
<b>83-AUVERGNE</b>	48 680	49 098	0,86
<b>91-LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>	78 225	80 319	2,68
<b>93-PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR</b>	217 500	223 309	2,67
<b>94-CORSE</b>	9 511	9 635	1,30
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3 478 940</b>	<b>3 533 477</b>	<b>1,57</b>

Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unités : (1) Logement, (2) %

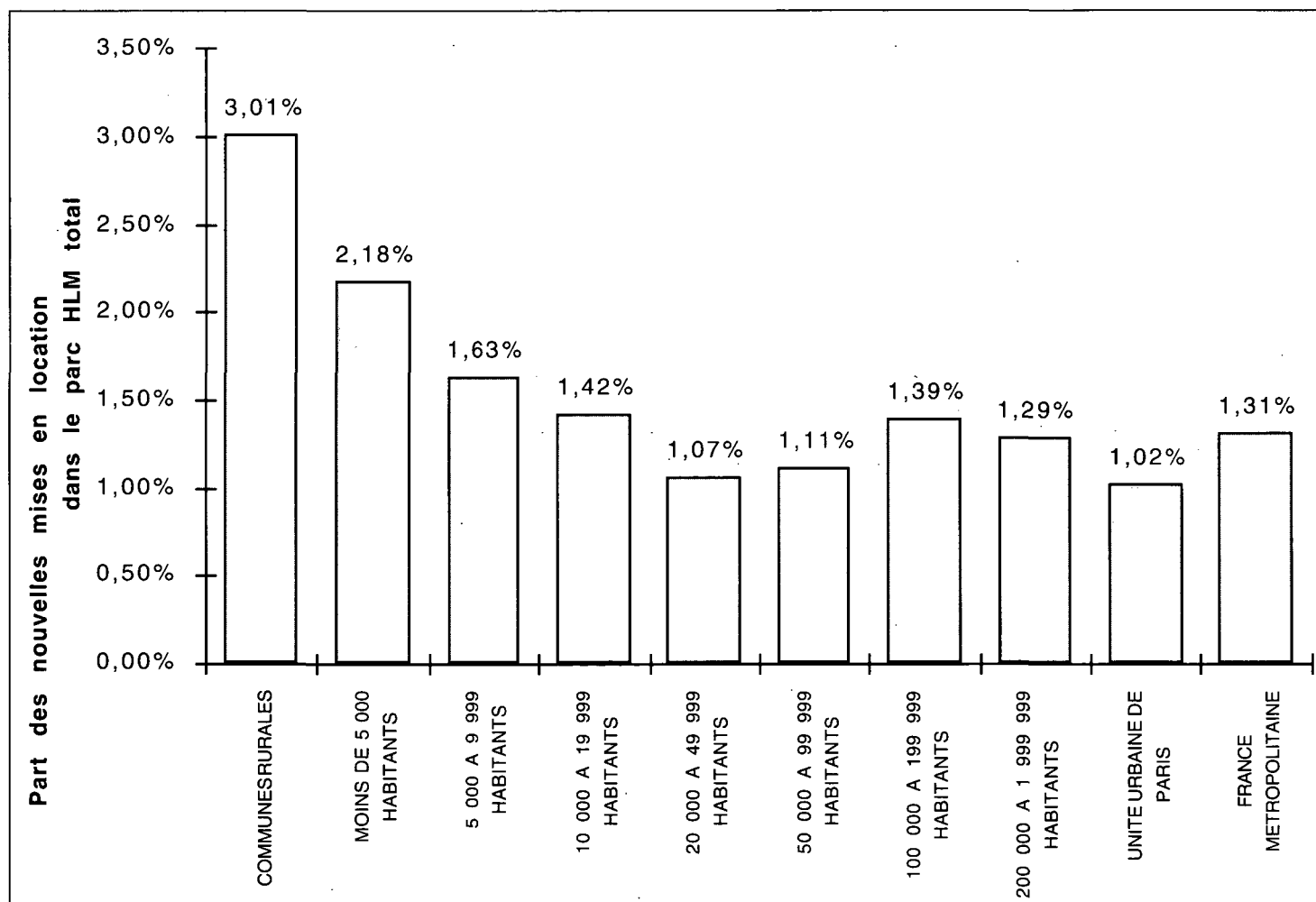
N.B. : Les régions Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont été estimées pour le parc HLM au 1/1/91.

Les mises en location nouvelles, tenant compte des constructions neuves, des améliorations et des réhabilitations représentent 1,31 % du parc de logements HLM de la France métropolitaine.

Ce sont dans les communes rurales que les mises en location de 1991 tiennent la plus grande place dans l'ensemble des logements HLM avec 3,01 % du parc. Ces communes augmentent leur parc de logements sociaux.

On note par ailleurs que l'unité urbaine de Paris et les communes appartenant à des unités urbaines de 20 000 à 49 999 habitants n'ont respectivement que 1,02 % et 1,07 % de leur parc HLM concerné par les dernières mises en location.

### LOCALISATION URBAINE DES NOUVELLES MISES EN LOCATION



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

# État structurel du parc locatif social

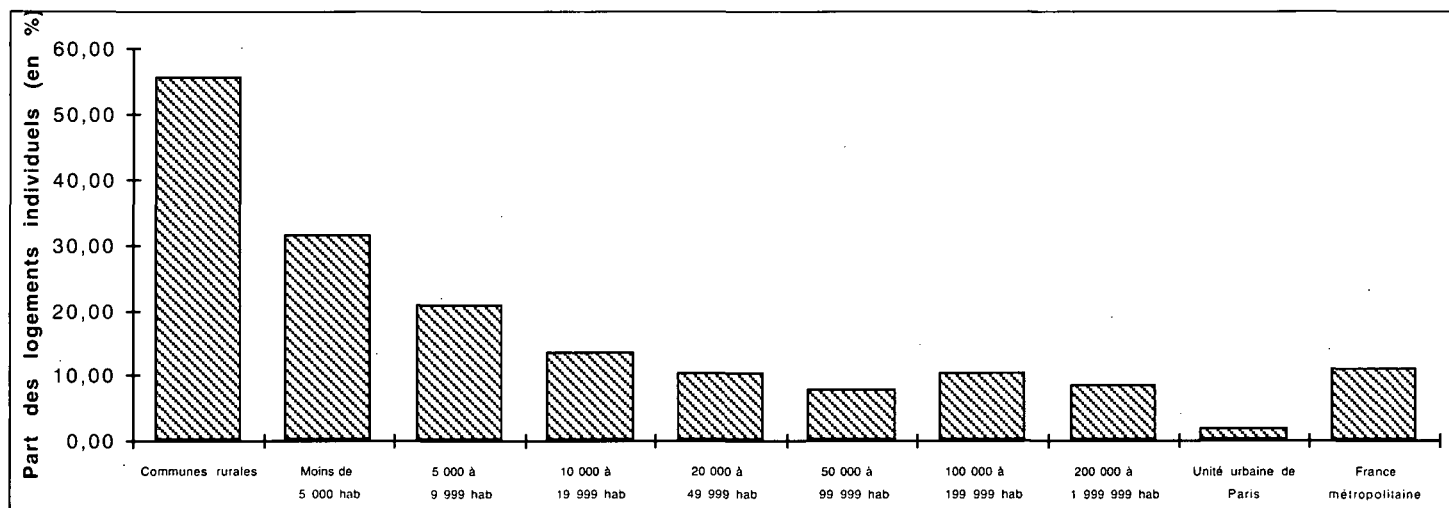
## Le parc locatif social par type d'habitat

Le parc locatif social a pour principale caractéristique la dominance des logements collectifs qui représentent en effet près de 90 % des logements HLM.

Cependant le type de construction est très lié à la localisation des logements : le logement individuel est dominant dans les communes rurales où il représente 55,67 % des logements HLM.

Cette part diminue avec l'augmentation de la taille de l'unité urbaine d'appartenance des communes pour n'atteindre que 1,92 % dans l'unité urbaine de Paris.

## L'IMPORTANCE DES LOGEMENTS INDIVIDUELS SELON LES TRANCHES D'UNITÉ URBAINE



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

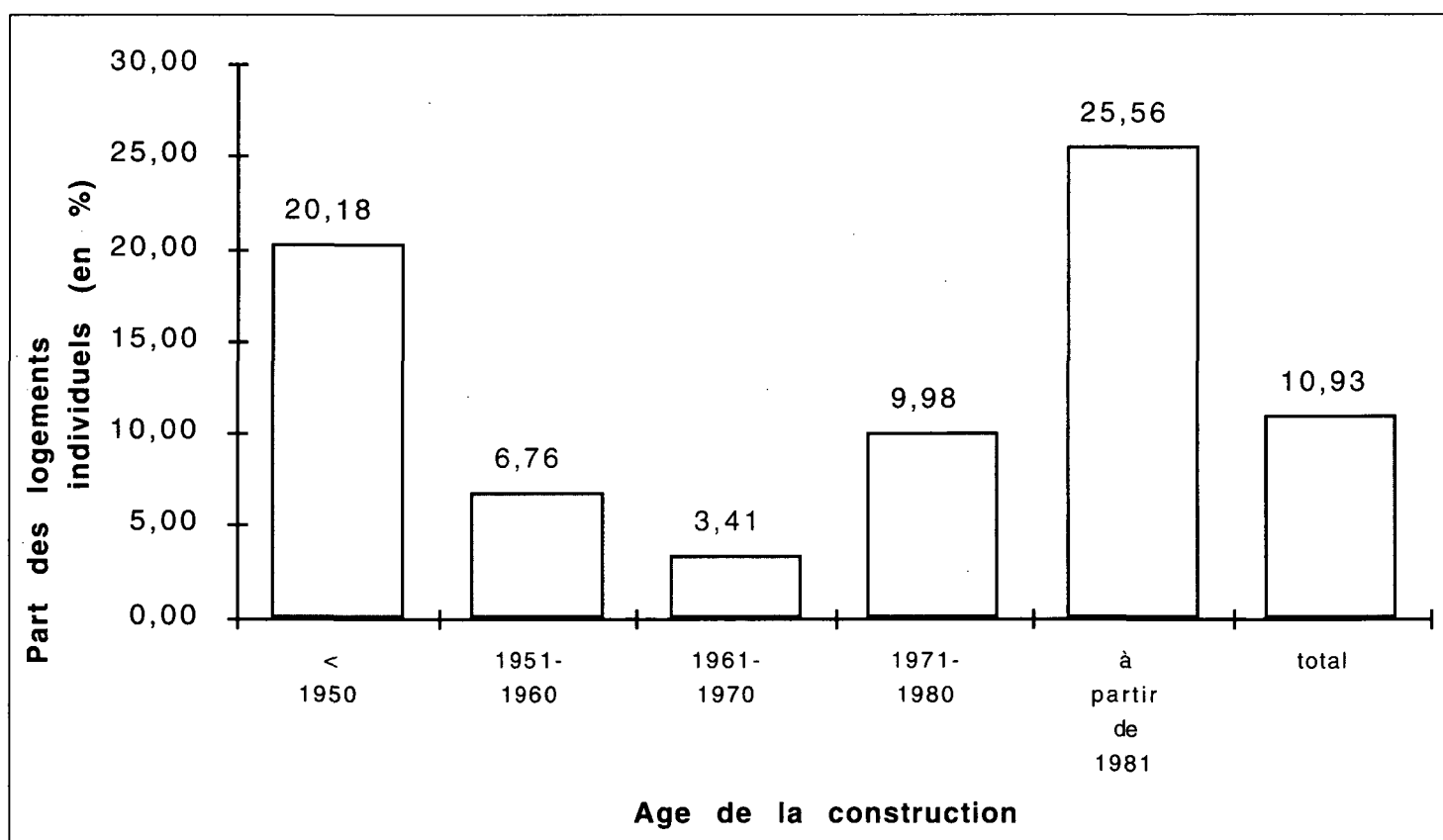
Unité : %

La place des logements individuels dans le parc locatif social a varié au cours des années et les logements de type individuel ont cédé peu à peu leur place aux logements de type collectif.

Représentant un quart de la construction de logements locatifs sociaux jusqu'en 1950, les logements individuels ont vu leur place chuter jusqu'à ne plus représenter que 3,41 % dans les années 1961 à 1970.

Le taux de logements individuels remonte légèrement au cours des années 1971 à 1980, pour reprendre ensuite une place plus importante dans les années 80 où il atteint le taux de un logement HLM pour quatre construits.

### LA VARIATION DE LA PART DES LOGEMENTS INDIVIDUELS DANS CHAQUE GÉNÉRATION DE LOGEMENTS



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social, D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

### La taille des logements

Plus de 40 % des logements HLM sont des logements de grande taille, d'au moins quatre pièces. Les logements de petite taille, de type F1 ou F2, représentent près d'un logement sur cinq.

La taille des logements du parc locatif social dépend de leur implantation, de leur type de construction et de leur âge.

On note en effet que le nombre de pièces des logements est fonction de la taille de l'unité urbaine à laquelle appartient la commune. Plus l'unité urbaine est importante, plus la part des petits logements de types F1, F2 ou F3 est élevée. Le phénomène s'inverse pour les communes appartenant à des unités urbaines de moindre taille ou de type rural où le nombre de logements de grande taille, type F4 ou F5, augmente.

### RÉPARTITION DES LOGEMENTS HLM PAR TAILLE ET PAR LOCALISATION URBAINE (en %)

	Part des logements 1 pièce	Part des logements deux pièces	Part des logements trois pièces	Part des logements quatre pièces	Part des logements cinq pièces et +
<b>COMMUNES RURALES</b>	4,76	16,00	32,61	35,00	11,63
Moins de 5 000 habitants	4,38	15,23	34,49	34,54	11,36
5 000 à 9 999 habitants	4,14	14,96	35,69	33,87	11,34
10 000 à 19 999 habitants	4,36	15,68	36,61	32,64	10,71
20 000 à 49 999 habitants	4,51	16,36	36,40	32,32	10,41
50 000 à 99 999 habitants	4,58	16,68	37,61	31,61	9,52
100 000 à 199 999 habitants	4,64	16,39	36,33	31,85	10,79
200 000 à 1 999 999 habitants	5,10	17,88	36,02	30,82	10,18
<b>UNITÉ URBAINE DE PARIS</b>	7,28	20,29	38,06	26,97	7,40
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>5,40</b>	<b>17,68</b>	<b>36,60</b>	<b>30,67</b>	<b>9,65</b>

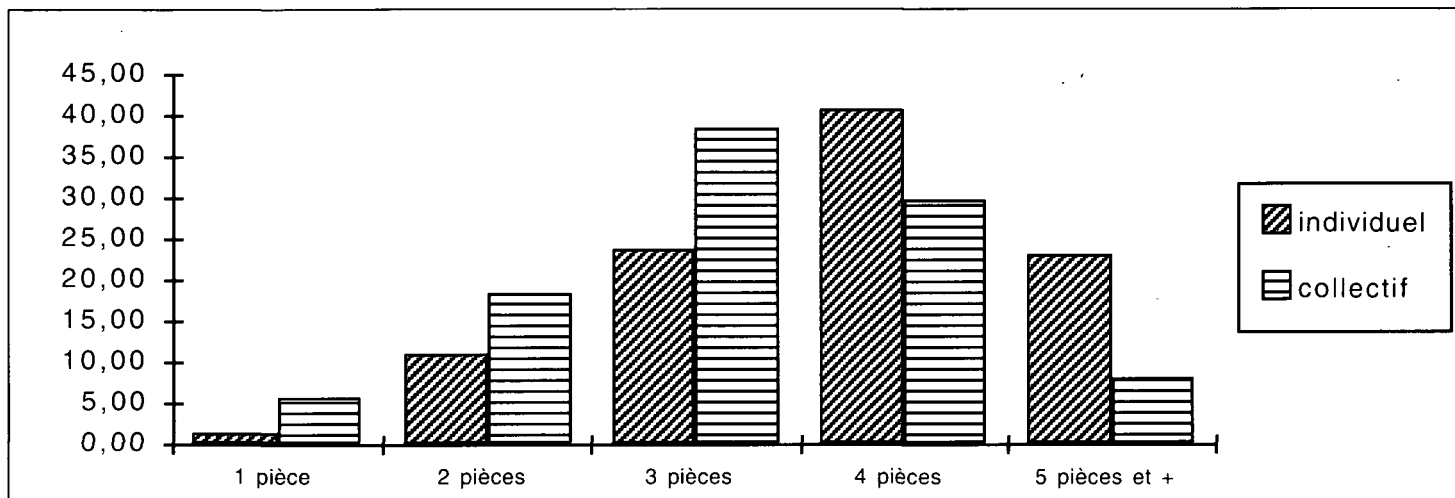
Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

Si l'on examine séparément ces proportions selon qu'il s'agit d'individuel ou de collectif, on constate que les logements HLM de type individuel sont dans plus de 60 % des cas des logements d'au moins quatre pièces, alors que ces derniers ne représentent que 37 % des logements collectifs.

24 % des logements collectifs sont de type F1 ou F2 contre 12 % des logements individuels.

## RÉPARTITION DES LOGEMENTS HLM PAR TAILLE ET PAR TYPE D'HABITAT



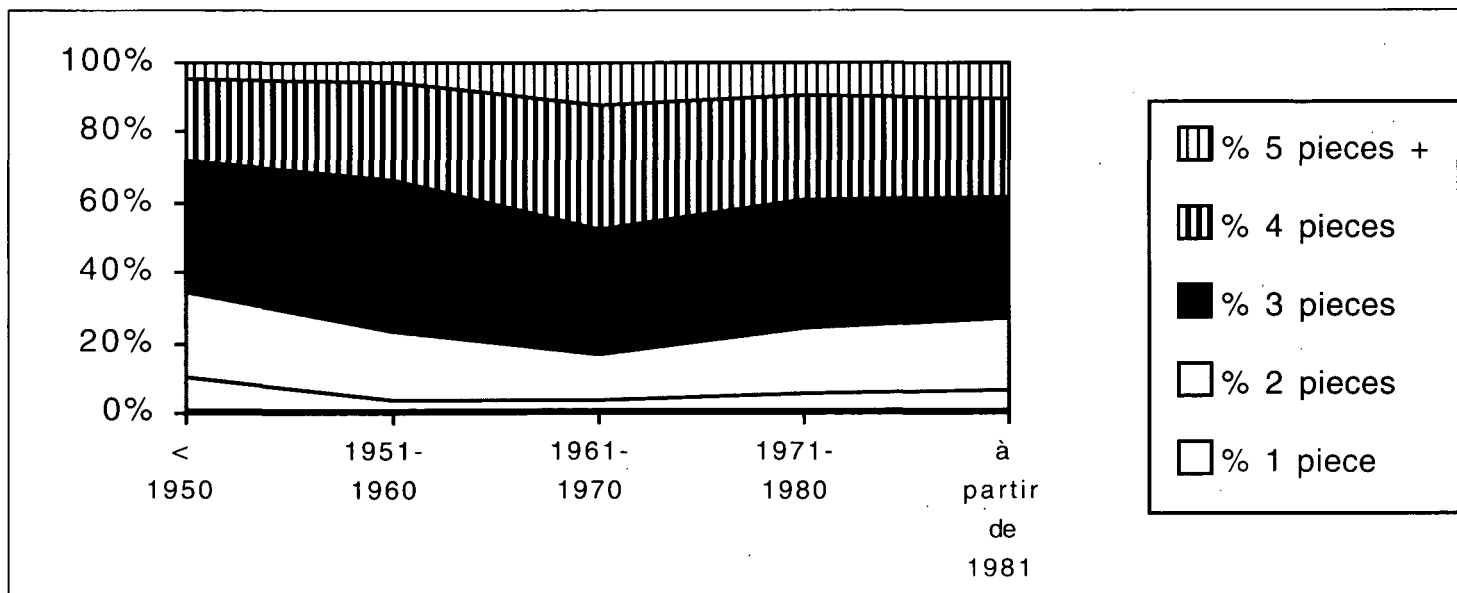
Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

L'âge de la construction est également un critère discriminant pour la taille des logements du parc locatif social.

Pendant les années 60 la tendance était de privilégier les logements de grande taille au détriment des autres qui ont vu leur part chuter par rapport à celle qu'ils avaient dans les années 50. Après 1981, la répartition des logements tend à se rapprocher de celle des années 50 en accordant cependant un peu plus de place aux grands logements.

## RÉPARTITION DES LOGEMENTS HLM SELON LA DATE D'ACHÈVEMENT DE LA CONSTRUCTION



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %



## L'âge du parc locatif social

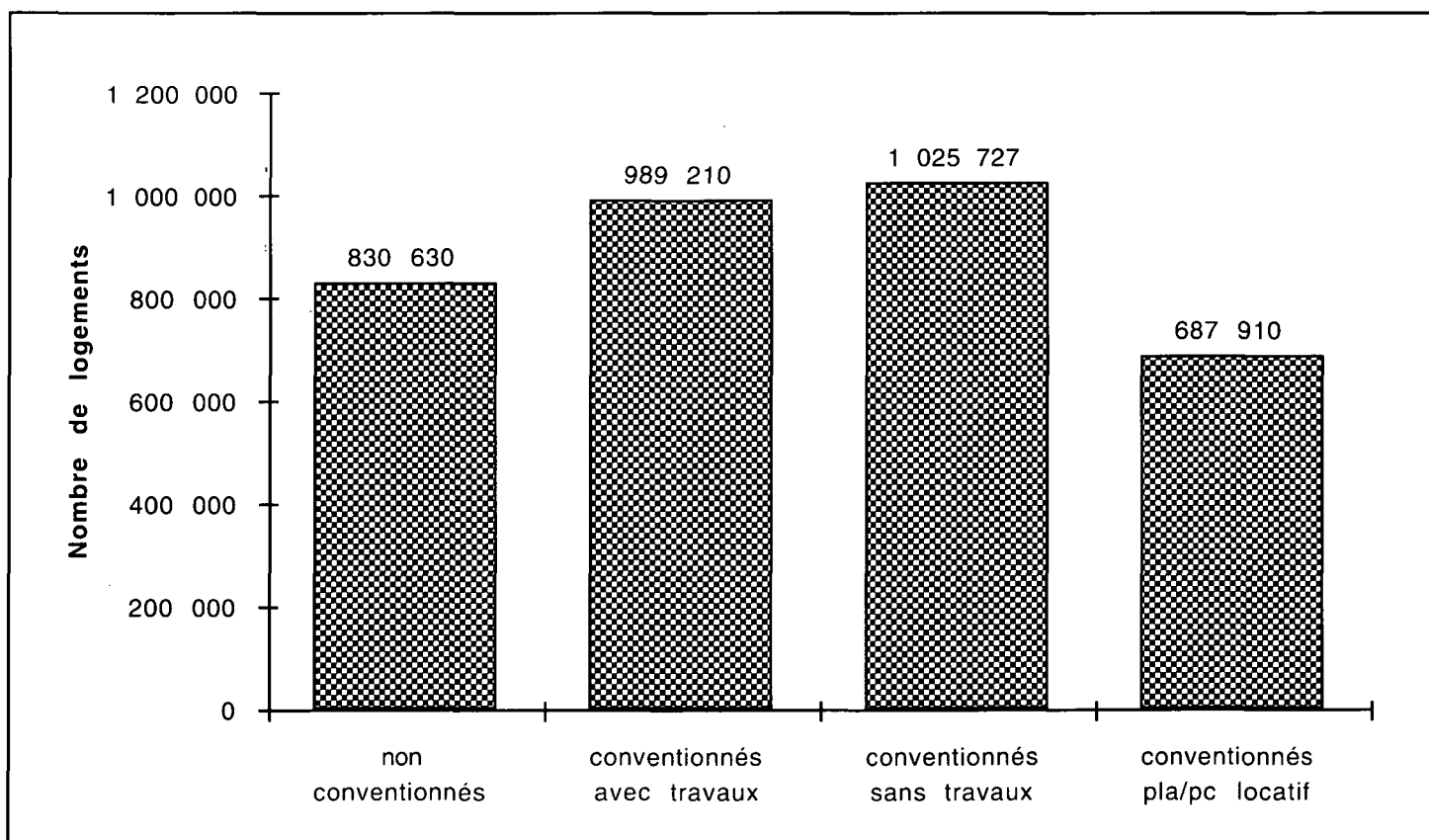
La part du parc HLM dans l'ensemble des résidences principales est de moins en moins importante. Elle passe de 26,2 % dans les années 1961 - 1970 à 18,6 % dans les années 1981 - 1990. Elle est de 13,5 % en 1991.

Plus de 80 % du parc locatif social a été construit avant 1981. On observe un net ralentissement de la construction de logements HLM à partir des années 80.

Le rythme d'extension du parc HLM qui est de 110 000 logements par an de 1961 à 1980, passe à 60 000 logements par an de 1981 à 1990 pour être à 40 000 logements par an en 1991.

La réforme de 1977, en développant l'accès sociale a fait apparaître une autre offre de logements, ce qui explique, en partie, cette tendance.

### L'ÂGE DU PARC SOCIAL



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

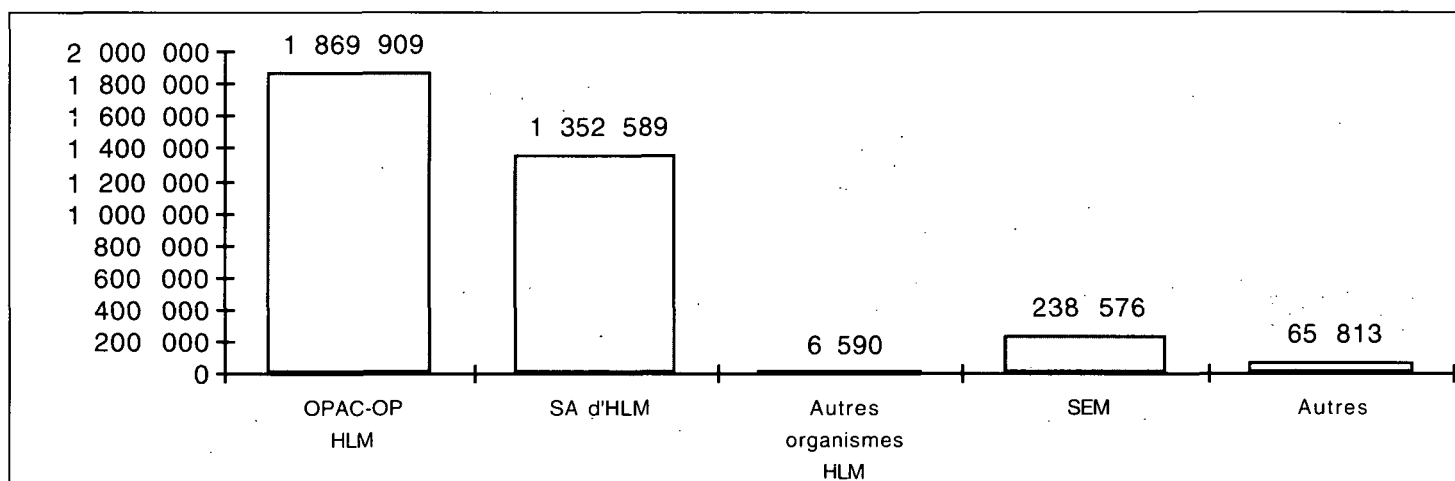
Unité : Logement

## Les catégories d'organisme gestionnaire

Plus de 50 % des logements du parc locatif social appartiennent au patrimoine des OPAC et OP d'HLM. Les SA, d'HLM représentent environ 40 % du parc.

Les 10 % de logements HLM restants sont pour la plupart propriété des SEM.

### LES CATÉGORIES D'ORGANISME GESTIONNAIRE



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : Logement

## Le conventionnement

Instauré par la loi du 3 janvier 1977, le système de conventionnement a été mis en place pour permettre d'accélérer la réhabilitation des logements locatifs sociaux grâce à la création d'une aide à la personne : l'Aide Personnalisée au Logement (A.P.L.) compensant les hausses de loyers dues aux travaux.

Le conventionnement sans travaux, interrompu en 1981, est de nouveau mis en oeuvre. Ce type de conventionnement a constitué le moyen juridique du "bouclage" du parc social mis en oeuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988.

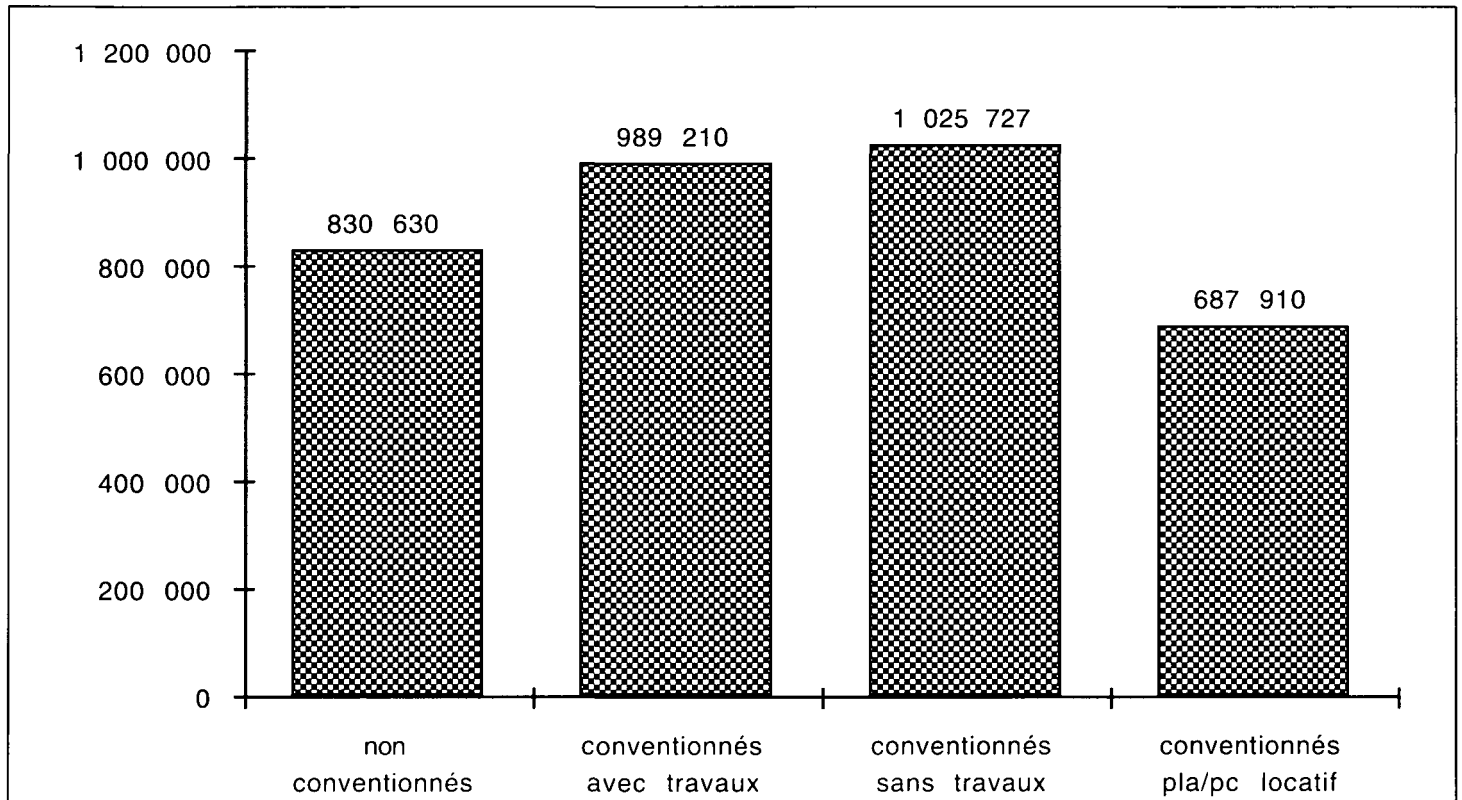
Cette réforme a été couplée à une modification des barèmes d'aide personnalisée au logement (APL) applicables au parc locatif, sur lequel on distingue désormais :

- l'APL1, applicable à tous les logements conventionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 ainsi qu'aux logements neufs ou acquis et améliorés conventionnés après le 1<sup>er</sup> janvier 1988,

- l'APL2, applicable aux logements conventionnés sans travaux après le 1<sup>er</sup> janvier 1988 non éligibles à l'APL 1.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1992, 2 702 847 logements locatifs sociaux sont conventionnés, soit un peu plus de trois logements sur quatre. Parmi ces logements, 38 % sont conventionnés sans travaux, 36 % avec travaux et 26 % en PLA / PC locatif.

## LE CONVENTIONNEMENT DU PARC HLM



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : Logement

Le taux de conventionnement est lié à la localisation des logements sociaux. Ce sont les communes rurales qui détiennent le plus fort taux de conventionnement avec 91,92 % de logements conventionnés, alors que moins de la moitié des logements locatifs sociaux font l'objet d'un conventionnement dans l'unité urbaine de Paris. Ce phénomène s'explique par l'importance des dernières mises en location en secteur rural. Et c'est dans les dernières années que le conventionnement a atteint son maximum.

<b>TAUX DE CONVENTIONNEMENT</b>			
<b>TRANCHE D'UNITÉ URBAINE</b>	<b>Total logements conventionnés (1)</b>	<b>Total logements (1)</b>	<b>Taux de conventionnement (2)</b>
<b>COMMUNES RURALES</b>	137 291	149 356	91,92
<b>Moins de 5 000 habitants</b>	108 808	120 220	90,51
<b>5 000 à 9 999 habitants</b>	137 379	155 016	88,62
<b>10 000 à 19 999 habitants</b>	163 553	190 927	85,66
<b>20 000 à 49 999 habitants</b>	278 935	329 829	84,57
<b>50 000 à 99 999 habitants</b>	306 193	351 193	87,19
<b>100 000 à 199 999 habitants</b>	327 674	361 443	90,66
<b>200 000 à 1 999 999 habitants</b>	791 807	950 057	83,34
<b>UNITÉ URBAINE DE PARIS</b>	451 207	925 436	48,76
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>2 702 847</b>	<b>3 533 477</b>	<b>76,49</b>

Source : Enquête sur le Parc Locatif Social - D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unités : (1) Logement, (2) %

<b>TAUX DE CONVENTIONNEMENT</b>	
<b>ÂGE DE LA CONSTRUCTION</b>	<b>Taux de conventionnement</b>
<b>Avant 1950 inclus</b>	49,32
<b>1951 à 1960</b>	76,14
<b>1961 à 1970</b>	76,18
<b>1971 à 1980</b>	72,68
<b>A partir de 1981</b>	97,07
<b>Total</b>	<b>76,49</b>

Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

## ***La mobilité en 1991***

---

Le taux de mobilité dans le parc locatif social est calculé en tenant compte uniquement des emménagements ayant eu lieu dans les logements existant au 1<sup>er</sup> janvier 1991. On exclut les emménagements qui se sont produits en 1991 dans le nouveau parc, lors d'une première location.

La France métropolitaine a un taux de mobilité du parc locatif social de 10,28 %, ce qui correspond à 358 463 emménagements, en baisse par rapport à 1990 où il était proche de 11 %.

Cette tendance à la baisse de la mobilité s'explique par de fortes tensions entre l'offre et la demande de logements. Les sorties du parc tendent à diminuer du fait des problèmes économiques rencontrés aujourd'hui par les ménages : difficultés liées à l'emploi, au coût de l'accession à la propriété.

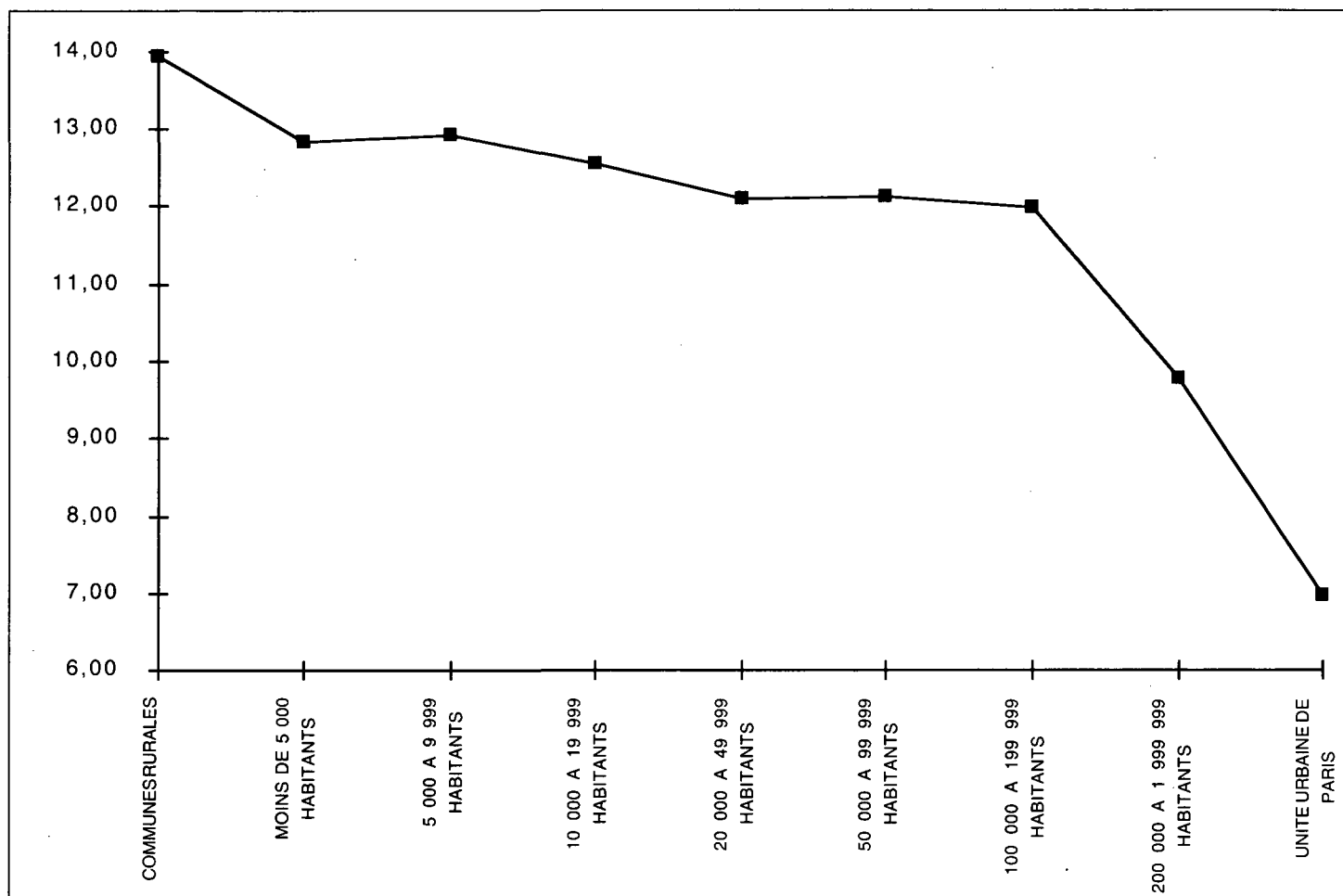
De plus, on note une réduction de la vacance, ce qui conduit à une restriction des possibilités de mutations.

### ***La mobilité et la localisation des logements***

Le taux de mobilité est très dépendant de la localisation des logements ; c'est dans les communes rurales que l'on retrouve la plus forte mobilité avec un taux qui atteint presque 14 %. Les tensions sont en effet moindres dans le milieu rural où le logement locatif social reste un tremplin pour l'accession à la propriété, cette dernière y étant moins coûteuse.

La mobilité décroît en fonction de la taille des unités urbaines. Le taux de mobilité est proche de 10 % dans les unités urbaines de 200 000 à 1 999 999 habitants et de 7 % dans l'unité urbaine de Paris.

## MOBILITÉ SELON LA LOCALISATION URBAINE



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

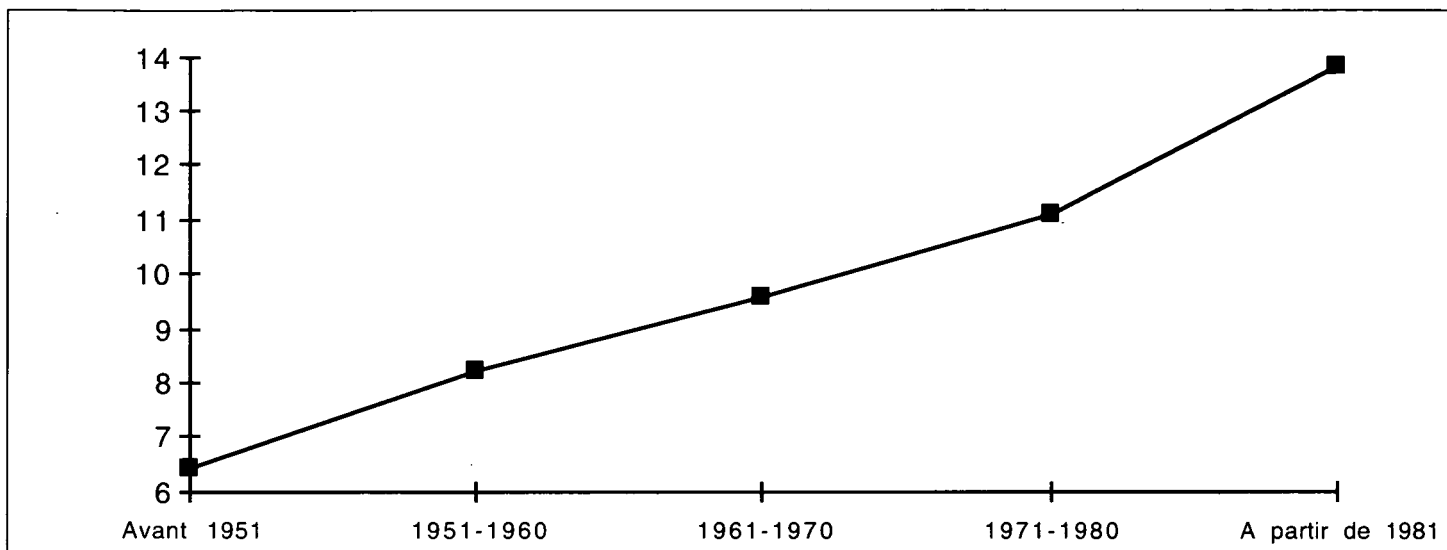
### **La mobilité et le type de construction**

C'est dans les logements locatifs sociaux de type collectif que l'on enregistre la mobilité la plus forte, avec un taux de 10,6 % alors qu'il est de 8,2 % dans le parc individuel.

### **La mobilité et l'âge de la construction**

On observe une forte corrélation entre le taux de mobilité et l'âge de la construction. En effet, la mobilité est très faible dans le parc de logements HLM construits avant 1951 (6,4 %) comparée à celle du parc récent (13,8 %).

## LA MOBILITÉ SELON L'ÂGE DE LA CONSTRUCTION



Source : Enquête sur le Parc Locatif Social. D.A.E.I. / S.D.I.S.C.

Unité : %

Le phénomène se caractérise par le faible niveau des loyers du parc ancien. On peut penser que ce sont plutôt des personnes âgées qui occupent les logements de ce parc et qu'elles n'envisagent donc pas de changer d'habitation.

Au contraire, le parc récent à loyer plus élevé est principalement occupé par des ménages plus jeunes pour lesquels le logement en HLM est souvent plus temporaire.

## La vacance

La vacance, tout comme la mobilité, permet de mettre en évidence des tensions existant sur le marché du logement locatif social.

Un logement vacant est un logement qui n'a pas de contrat de location en cours de validité à la date de l'enquête.

On distingue différents types de vacance selon la durée de celle-ci :

- vacance de moins de trois mois
- vacance de plus de trois mois pour absence de candidats
- vacance de plus de trois mois pour autres causes.

Le taux de vacance tout comme le taux de mobilité est en régression par rapport à l'année précédente. La vacance est de 1,97 % au 1<sup>er</sup> janvier 1992 alors qu'elle était de 2,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1991. Cette diminution de la vacance s'explique en partie par les difficultés que rencontrent actuellement les ménages pour accéder à la propriété.





# ***Une vision régionalisée des aides de l'État à la construction***

---

## ***Sommaire***

---

---

<b>I. GLOSSAIRE</b>	page 26
<hr/>	
<b>II. LA SUBVENTION LOCATIVE AIDÉE (PLA)</b>	page 27
1. Présentation	page 27
2. Principaux résultats et commentaires	page 28
3. Tableaux	pages 29 à 36
<hr/>	
<b>III. LA SUBVENTION À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (PALULOS)</b>	page 37
1. Présentation	page 37
2. Principaux résultats et commentaires	page 38
3. Tableaux	pages 39 à 44

# **Glossaire**

## **PLA D'INSERTION :**

PLA destinée à une population à très faibles revenus.

## **LOGEMENTS D'OPÉRATIONS EN DÉPASSEMENT :**

Nombre de logements concernés par la décision, quelle que soit la nature du dépassement.

## **NATURE DU LOGEMENT :**

on distingue les catégories suivantes,

- Logements ordinaires
- Logements étudiants
- Foyers pour personnes âgées
- Foyers pour travailleurs migrants
- Foyers pour handicapés physiques
- Foyers pour personnes seules.

## **PRIX DE REVIENT :**

Correspond au prix de revient prévisionnel augmenté des révisions de prix.

## **NOMBRE DE LOGEMENTS :**

Sont comptés tous les logements, individuels ou collectifs.

## **CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRE :**

- Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC)
- Office Public d'HLM
- Société Anonyme d'HLM
- Société coopérative de production HLM
- Société de crédit immobilier HLM
- Société d'Économie Mixte de construction
- Société d'Économie Mixte de Rénovation Urbaine ou  
Rénovation Immobilière
- Collectivités locales
- Organismes agréés.

## **PALULOS :**

A l'origine, Primes à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et Occupation Sociale. Aujourd'hui, subventions à l'Amélioration des Logements Locatifs Sociaux.

## **PETITS TRAVAUX :**

Travaux d'un montant inférieur à 15 000 F par logement.

## **MONTANT MOYEN DES TRAVAUX PAR LOGEMENT :**

Montant total des travaux / Nombre de logements concernés.

## **DSQ :**

Développement social des quartiers. (Pour mémoire, démarche contractuelle, associant pour la durée du plan en cours, État, régions et communes, destinée à améliorer la vie des habitants de quartiers connaissant des difficultés socio-économiques ou des problèmes urbains et culturels majeurs).

## **TAUX DE SUBVENTION :**

(Subvention de l'État / travaux subventionnables) x 100

# ***Les subventions et prêts pour la construction, l'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux : le PLA et le PLA d'insertion***

---

## ***Présentation***

---

Ces prêts et subventions sont subordonnés à la signature d'une convention entre l'État et le propriétaire, organismes HLM et SEM de construction, mais aussi organismes à vocation sociale agréés par les Préfets, pour des logements ne dépassant pas un prix de référence et dont l'occupation est réglementée pendant quinze ans.

Le taux de la subvention du PLA est de 12,7 % du prix de revient de l'opération limité, dans le cas général, à 90 % du prix de référence. Ce taux peut être porté, dans certaines conditions, à 15 et 20 %.

En ce qui concerne le PLA d'insertion, le taux est porté à 20 % du prix de revient toujours limité à 90 % du prix de référence.

Dans des cas très particuliers, charge foncière élevée, tensions sur le marché immobilier, par exemple, des dépassements du prix de référence peuvent être autorisés et, parfois, financés.

Les statistiques publiées dans le présent document résultent d'une exploitation nationale des décisions de financement PLA et PALULOS prononcées à l'issue de l'instruction effectuée par les Directions Départementales de l'Équipement.

Il convient de noter ici que les chiffres de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été redressés par simple ajustement aux données publiées par la Direction de l'Habitat et de la Construction. En effet, les départements des Alpes-Maritimes et du Var ont fourni des renseignements lacunaires et les chiffres bruts ne reflétaient pas la consommation réelle des crédits délégués à ces départements.

Enfin, nous disposons des chiffres de la région Champagne-Ardenne, pour laquelle aucun résultat n'avait été publié auparavant. En revanche, la région Corse, est absente des statistiques.

**Note importante** : le document n'aborde ici que la subvention d'État, dissociée du prêt depuis la création de la ligne fongible. Le sigle PLA, mieux connu que SLA, sera cependant systématiquement utilisé pour ne désigner que la subvention d'État.

## **Principaux résultats et commentaires**

Les subventions représentent une masse de plus de 3,5 milliards de francs, dont 0,4 milliards consacrés au PLA d'insertion. Quatre régions : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais, bénéficient à elles seules de plus de la moitié (50,8 %) des subventions alors qu'elles ne comptent que 44 % des résidences principales et 43 % de la population.

La subvention moyenne par logement est la plus forte en Ile-de-France où elle dépasse de plus de 45 % celle de la région où elle est la plus faible, la région Midi-Pyrénées.

Seuls, 11,5 % des logements concernés bénéficient du PLA d'Insertion qui n'est pas soumis, il faut le rappeler, à l'obligation de travaux. Et la subvention moyenne par logement, proche de 58 000 F, correspond, hormis en Ile-de-France, au taux prévu par la réglementation.

### **NEUF-ANCIEN**

La subvention locative aidée est attribuée aussi bien pour de la construction neuve que pour de l'acquisition-amélioration. La répartition par objet du financement, distinguant le neuf de l'ancien, fait apparaître qu'elle est surtout versée pour des opérations de construction (plus de 92 %) alors que la presque totalité des PLA d'insertion (plus de 96 %) porte sur de l'ancien.

### **NATURE DU LOGEMENT**

96 % des subventions et 94 % des logements concernent des opérations de construction ou d'acquisition-amélioration de logements ordinaires. Le reste correspond à des opérations portant sur des logements pour étudiants et sur des foyers et se situe à un niveau de subvention moyenne par logement très sensiblement inférieur à la moyenne de l'ensemble. Les subventions représentent en effet entre 46,5 % et 79 % de la subvention moyenne, respectivement pour les logements étudiants et les foyers pour personnes âgées, avec de fortes disparités régionales, notamment en Ile-de-France et dans le Nord-Pas-de-Calais.

### **PRIX DE REVIENT MOYEN DES LOGEMENTS À L'EXCLUSION DES FOYERS**

Les deux tableaux, l'un par objet du financement (neuf/ancien), l'autre par nature du logement (ordinaire/étudiant), mettent en évidence les particularités de l'Ile-de-France où l'on trouve des prix de revient moyens par logement, aussi bien en neuf qu'en ancien, supérieurs de près de 29 % à la moyenne nationale. En fait, en Ile-de-France, le prix de revient prévisionnel d'un logement financé en PLA est très éloigné du prix de revient constaté. Les dossiers déposés par les opérateurs sociaux sont en effet établis sur la base de coûts et de financements prévisionnels, de façon à s'insérer dans le cadre réglementaire de la construction sociale aidée. Les coûts et les montages financiers définitifs ne sont pas observés ici. Dans cette même région, près d'un logement sur deux (47,7 %) appartient à une opération pour laquelle un dépassement du prix de référence a été autorisé.

Plusieurs autres régions, (Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Aquitaine), présentent des taux élevés dus à des charges foncières bien supérieures à celle de référence.

L'analyse de la structure par tranche d'unité urbaine fait apparaître la part relativement importante prise par les communes rurales : plus de 10 % des subventions dans le neuf, plus de 15 % dans l'ancien. Cette caractéristique se retrouvera en PALULOS.

Une exploitation rétrospective des fichiers des années 1989 à 1991 permettra ultérieurement de conforter cette vision régionalisée des aides de l'État à la construction et de synthétiser sur une période de quatre ans l'effort de construction ou d'acquisition-amélioration dans ce secteur.

# **Liste des tableaux**

## ■ **1. par région**

le PLA, tableau général

le PLA dont le PLA d'insertion

le PLA par nature du logement

le PLA par objet de financement

le PLA pour les logements, à l'exclusion des foyers par objet du financement

le PLA par catégorie de bénéficiaire

le PLA pour les logements, à l'exclusion des foyers, par nature du logement

## ■ **2. par tranche d'unité urbaine**

le PLA dont le PLA d'insertion

le PLA par catégorie de bénéficiaire

le PLA par objet du financement

## Subventions par région - Année 1992

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION						
RÉGION	SUBVENTIONS (milliers de francs)	%	NOMBRE DE LOGEMENTS	%	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVENTION %
ILE-DE-FRANCE	897 260	25.5	15 953	21.9	56 243	10.4
CHAMPAGNE-ARDENNE	83 313	2.3	1 622	2.2	51 364	12.3
PICARDIE	107 702	3.0	2 080	2.8	51 780	12.8
HAUTE-NORMANDIE	109 890	3.1	2 130	2.9	51 591	10.9
CENTRE	172 551	4.9	4 025	5.5	42 870	12.4
BASSE-NORMANDIE	83 961	2.3	1 838	2.5	45 681	11.8
BOURGOGNE	65 976	1.8	1 462	2.0	45 127	12.3
NORD-PAS-DE-CALAIS	249 128	7.0	4 850	6.6	51 366	13.2
LORRAINE	88 880	2.5	2 064	2.8	43 062	11.3
ALSACE	68 679	1.9	1 462	2.0	46 976	12.2
FRANCHE-COMTÉ	52 417	1.4	1 196	1.6	43 827	12.0
PAYS DE LA LOIRE	159 802	4.5	3 397	4.6	47 042	12.7
BRETAGNE	168 143	4.7	4 284	5.8	39 249	9.2
POITOU-CHARENTES	70 104	1.9	1 610	2.2	43 543	13.1
AQUITAINE	177 213	5.0	4 303	5.9	41 183	12.2
MIDI-PYRÉNÉES	112 227	3.1	2 906	3.9	38 619	12.0
LIMOUSIN	28 007	7	618	8	45 319	12.7
RHÔNE-ALPES	369 678	10.5	8 143	11.1	45 398	11.7
AUVERGNE	65 072	1.8	1 263	1.7	51 522	12.3
LANGUEDOC-ROUSSILLON	113 823	3.2	2 403	3.3	47 367	11.8
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	273 549	7.7	5 114	7.0	53 483	12.8
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3 517 385</b>	<b>100.0</b>	<b>72 723</b>	<b>100.0</b>	<b>48 366</b>	<b>11.5</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PrêtTrial

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION								
RÉGION	PLA (ENSEMBLE)				DONT PLA-I			
	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVENTION %	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVENTION %
ILE-DE-FRANCE	897 260	15 953	56 243	10.4	65 987	904	72 995	12.1
CHAMPAGNE-ARDENNE	83 313	1 622	51 364	12.3	8 031	140	57 369	19.1
PICARDIE	107 702	2 080	51 780	12.8	16 639	229	72 661	19.9
HAUTE-NORMANDIE	109 890	2 130	51 591	10.9	7 706	117	65 869	19.7
CENTRE	172 551	4 025	42 870	12.4	27 703	501	55 295	17.9
BASSE-NORMANDIE	83 961	1 838	45 681	11.8	6 349	108	58 789	19.8
BOURGOGNE	65 976	1 462	45 127	12.3	9 406	171	55 007	19.1
NORD-PAS-DE-CALAIS	249 128	4 850	51 366	13.2	67 308	908	74 127	19.9
LORRAINE	88 880	2 064	43 062	11.3	19 486	340	57 313	20.3
ALSACE	68 679	1 462	46 976	12.2	1 678	27	62 176	18.7
FRANCHE-COMTÉ	52 417	1 196	43 827	12.0	6 005	123	48 827	19.7
PAYS DE LA LOIRE	159 802	3 397	47 042	12.7	16 747	279	60 027	19.5
BRETAGNE	168 143	4 284	39 249	9.2	22 777	529	43 057	19.3
POITOU-CHARENTES	70 104	1 610	43 543	13.1	9 513	151	63 000	19.8
AQUITAINE	177 213	4 303	41 183	12.2	17 075	475	35 948	15.2
MIDI-PYRÉNÉES	112 227	2 906	38 619	12.0	16 215	429	37 797	18.5
LIMOUSIN	28 007	618	45 319	12.7	4 878	88	55 432	19.5
RHÔNE-ALPES	369 678	8 143	45 398	11.7	41 765	650	64 254	17.7
AUVERGNE	65 072	1 263	51 522	12.3	11 916	205	58 30	19.2
LANGUEDOC-ROUSSILLON	113 823	2 403	47 367	11.8	15 347	354	43 355	15.2
PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	273 549	5 114	53 483	12.8	11 025	244	45 124	19.6
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>	<b>48 366</b>	<b>11.5</b>	<b>403 566</b>	<b>6 972</b>	<b>57 881</b>	<b>17.2</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PrêtTrial

# Subventions par région et par nature du logement - Année 1992

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION												
RÉGION	NATURE DU LOGEMENT											
	ORDINAIRES			ÉTUDIANTS			PERSONNES AGÉES			TRAVAILLEURS MIGRANTS		
	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)
ILE-DE-FRANCE	882 188	15 577	56 634	-	-	-	11 537	261	44 204	1 900	37	51 361
CHAMPAGNE-ARDENNE	82 112	1 582	51 904	1 200	40	30 022	-	-	-	-	-	-
PICARDIE	107 291	2 064	51 982	-	-	-	411	16	25 706	-	-	-
HAUTE-NORMANDIE	104 933	1 937	54 172	4 430	177	25 030	526	16	32 921	-	-	-
CENTRE	153 026	3 255	47 012	12 088	542	22 303	6 265	202	31 019	1 170	26	45 011
BASSE-NORMANDIE	81 661	1 759	46 424	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BOURGOGNE	64 166	1 384	46 363	-	-	-	-	-	-	820	40	20 521
NORD-PAS-DE-CALAIS	242 688	4 698	51 657	520	12	43 333	4 382	119	36 828	-	-	-
LORRAINE	88 880	2 064	43 062	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ALSACE	65 183	1 357	48 034	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FRANCHE-COMTÉ	47 277	977	48 390	4 792	205	23 379	-	-	-	346	14	24 767
PAYS DE LA LOIRE	150 047	3 172	47 303	-	-	-	7 688	161	47 753	-	-	-
BRETAGNE	159 181	3 947	40 329	1 762	81	21 756	5 699	179	31 842	1 499	77	19 470
POITOU-CHARENTES	67 491	1 511	44 667	723	35	20 672	581	20	29 080	-	-	-
AQUITAINE	165 773	3 941	42 063	-	-	-	2 707	65	41 647	1 314	62	21 200
MIDI-PYRÉNÉES	109 866	2 852	38 522	-	-	-	1 584	34	46 611	-	-	-
LIMOUSIN	27 427	602	45 560	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RHÔNE-ALPES	329 529	6 686	49 286	9 902	492	20 127	13 351	370	36 086	10 600	415	25 544
AUVERGNE	61 475	1 165	52 768	1 314	49	26 835	1 959	41	47 789	-	-	-
LANGUEDOC-ROUSSILLON	113 545	2 391	47 488	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	272 810	5 095	53 541	-	-	-	-	-	-	739	19	38 104
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3 376 559</b>	<b>68 016</b>	<b>49 643</b>	<b>36 736</b>	<b>1 633</b>	<b>22 496</b>	<b>56 696</b>	<b>1 484</b>	<b>38 205</b>	<b>18 392</b>	<b>690</b>	<b>26 639</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION									
RÉGION	NATURE DU LOGEMENT								
	HANDICAPÉS PHYSIQUES			PERSONNES SEULES			ENSEMBLE		
	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)
ILE-DE-FRANCE	734	20	36 713	900	58	15 519	897 260	15 953	56 243
CHAMPAGNE-ARDENNE	-	-	-	-	-	-	83 313	1 622	51 364
PICARDIE	-	-	-	-	-	-	107 702	2 080	51 780
HAUTE-NORMANDIE	-	-	-	-	-	-	109 890	2 130	51 591
CENTRE	-	-	-	-	-	-	172 551	4 025	42 870
BASSE-NORMANDIE	2 300	79	29 118	-	-	-	83 961	1 838	45 681
BOURGOGNE	189	4	47 357	800	34	23 529	65 976	1 462	45 127
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 537	21	73 195	-	-	-	249 128	4 850	51 366
LORRAINE	-	-	-	-	-	-	88 880	2 064	43 062
ALSACE	1 271	39	32 592	2 225	66	33 718	68 679	1 462	46 976
FRANCHE-COMTÉ	-	-	-	-	-	-	52 417	1 196	43 827
PAYS DE LA LOIRE	2 066	64	32 294	-	-	-	159 802	3 397	47 042
BRETAGNE	-	-	-	-	-	-	168 143	4 284	39 249
POITOU-CHARENTES	1 307	44	29 718	-	-	-	70 104	1 610	43 543
AQUITAINE	2 100	61	34 432	5 318	174	30 565	177 213	4 303	41 183
MIDI-PYRÉNÉES	-	-	-	775	20	38 788	112 227	2 906	38 619
LIMOUSIN	579	16	36 242	-	-	-	28 007	618	45 319
RHÔNE-ALPES	649	14	46 370	5 644	166	34 003	369 678	8 143	45 398
AUVERGNE	323	8	40 375	-	-	-	65 072	1 263	51 522
LANGUEDOC-ROUSSILLON	278	12	23 166	-	-	-	113 823	2 403	47 367
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	-	-	-	-	-	-	273 549	5 114	53 483
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>13 337</b>	<b>382</b>	<b>34 913</b>	<b>15 664</b>	<b>518</b>	<b>30 239</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>	<b>48 366</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# Subventions par région et objet du financement - Année 1992

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION												
	OBJET DU FINANCEMENT											
	NEUF				ANCIEN				ENSEMBLE			
	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVENTION %	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVENTION %	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	SUBVEN- TION %
ILE-DE-FRANCE	750 837	13 270	56 581	10.4	146 422	2 683	54 574	10.3	897 260	15 953	56 243	10.4
CHAMPAGNE-ARDENNE	70 760	1 374	51 499	11.7	12 552	248	50 614	17.3	83 313	1 622	51 364	12.3
PICARDIE	83 376	1 674	49 806	11.7	24 326	406	59 918	18.6	107 702	2 080	51 780	12.8
HAUTE-NORMANDIE	97 901	1 879	52 103	10.5	11 988	251	47 763	14.3	109 890	2 130	51 591	10.9
CENTRE	132 980	3 138	42 377	11.7	39 571	887	44 612	15.7	172 551	4 025	42 870	12.4
BASSE-NORMANDIE	75 649	1 672	45 244	11.5	8 312	166	50 074	15.4	83 961	1 838	45 681	11.8
BOURGOGNE	54 140	1 233	43 909	11.6	11 836	229	51 688	17.1	65 976	1 462	45 127	12.3
NORD-PAS-DE-CALAIS	166 036	3 545	46 836	11.7	83 091	1 305	63 671	17.8	249 128	4 850	51 366	13.2
LORRAINE	60 170	1 378	43 664	10.1	28 710	686	41 851	15.5	88 880	2 064	43 062	11.3
ALSACE	58 636	1 213	48 340	12.1	10 043	249	40 334	12.8	68 679	1 462	46 976	12.2
FRANCHE-COMTÉ	40 081	924	43 378	11.4	12 335	272	45 351	14.0	52 417	1 196	43 827	12.0
PAYS DE LA LOIRE	141 802	3 036	46 707	12.3	17 999	361	49 860	17.1	159 802	3 397	47 042	12.7
BRETAGNE	133 605	3 368	39 669	8.2	34 537	916	37 704	16.3	168 143	4 284	39 249	9.2
POITOU-CHARENTES	56 333	1 344	41 914	12.5	13 771	266	51 772	16.4	70 104	1 610	43 543	13.1
AQUITAINE	149 692	3 443	43 477	12.0	27 521	860	32 001	13.4	177 213	4 303	41 183	12.2
MIDI-PYRÉNÉES	91 588	2 314	39 580	11.3	20 638	592	34 861	16.7	112 227	2 906	38 619	12.0
LIMOUSIN	19 550	452	43 254	11.7	8 456	166	50 941	15.7	28 007	618	45 319	12.7
RHÔNE-ALPES	311 792	7 107	43 871	11.2	57 886	1 036	55 874	15.3	369 678	8 143	45 398	11.7
AUVERGNE	45 407	864	52 554	11.3	19 665	399	49 287	15.6	65 072	1 263	51 522	12.3
LANGUEDOC-ROUSSILLON	97 660	1 969	49 599	11.6	16 162	434	37 241	13.3	113 823	2 403	47 367	11.8
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	242 427	4 278	56 658	12.8	31 121	835	37 230	12.3	273 549	5 114	53 483	12.8
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>2 880 433</b>	<b>59 475</b>	<b>48 430</b>	<b>11.1</b>	<b>636 952</b>	<b>13 247</b>	<b>48 079</b>	<b>13.9</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>	<b>48 366</b>	<b>11.5</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

LOGEMENTS A L'EXCLUSION DES FOYERS												
	OBJET DU FINANCEMENT											
	NEUF				ANCIEN				ENSEMBLE			
	NOMBRE DE LOGE- MENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	PRIX DE REVIENT MOYEN (francs)	LOGEMENTS D'OPÉRA- TIONS EN DÉPASSE- MENT %	NOMBRE DE LOGE- MENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	PRIX DE REVIENT MOYEN (francs)	LOGEMENTS D'OPÉRA- TIONS EN DÉPASSE- MENT %	NOMBRE DE LOGE- MENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	PRIX DE REVIENT MOYEN (francs)	LOGEMENTS D'OPÉRA- TIONS EN DÉPASSE- MENT %
ILE-DE-FRANCE	13 038	56 802	542 920	48.2	2 539	55 771	538 857	45.2	15 577	56 634	542 258	47.7
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 374	51 499	436 677	0	248	50 614	291 733	0	1 622	51 364	414 515	0
PICARDIE	1 674	49 806	422 261	5.4	390	61 322	327 587	0	2 064	51 982	404 372	4.4
HAUTE-NORMANDIE	1 879	52 103	491 808	7.2	235	48 773	344 329	15.7	2 114	51 732	475 414	8.1
CENTRE	2 914	43 142	365 725	7.6	883	44 619	282 556	0	3 797	43 485	346 384	5.8
BASSE-NORMANDIE	1 593	46 044	394 511	0	166	50 074	324 001	4.2	1 759	46 424	387 857	3
BOURGOGNE	1 199	44 487	380 840	0	185	58 520	345 137	3.2	1 384	46 363	376 067	4
NORD-PAS-DE-CALAIS	3 405	47 024	398 449	4.6	1 305	63 671	356 029	3	4 710	51 636	386 696	3.4
LORRAINE	1 378	43 664	432 228	13.9	686	41 851	269 675	0	2 064	43 062	378 201	9.3
ALSACE	1 174	48 863	402 390	5.3	183	42 721	326 513	0	1 357	48 034	392 158	4.6
FRANCHE-COMTÉ	910	43 664	380 052	2.9	272	45 351	322 670	0	1 182	44 052	366 848	2.2
PAYS DE LA LOIRE	2 811	46 975	377 928	0	361	49 860	290 974	0	3 172	47 303	368 032	0
BRETAGNE	3 112	40 619	464 226	7	916	37 704	230 557	0	4 028	39 956	411 088	5
POITOU-CHARENTES	1 284	42 484	339 338	5.5	262	52 156	317 812	0	1 546	44 123	335 690	4.5
AQUITAINE	3 081	44 872	371 681	20.0	860	32 001	238 193	0	3 941	42 063	342 551	15.6
MIDI-PYRÉNÉES	2 260	39 481	348 596	23.7	592	34 861	207 908	2.7	2 852	38 522	319 393	19.3
LIMOUSIN	436	43 511	362 436	0	166	50 941	323 329	0	602	45 560	351 652	0
RHÔNE-ALPES	6 161	45 807	407 328	25.6	1 017	56 258	365 919	21.6	7 178	47 287	401 461	25.1
AUVERGNE	823	52 791	444 369	4.9	391	49 469	317 857	0	1 214	51 721	403 623	3.3
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 957	49 761	428 435	0	434	37 241	278 350	2.0	2 391	47 488	401 193	3
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	4 278	56 658	439 232	20.8	816	37 209	296 313	2.7	5 095	53 541	416 329	17.9
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>56 741</b>	<b>49 123</b>	<b>438 086</b>	<b>19.2</b>	<b>12 907</b>	<b>48 494</b>	<b>345 048</b>	<b>11.3</b>	<b>69 649</b>	<b>49 006</b>	<b>420 844</b>	<b>17.8</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial



# Subventions par région et catégorie de bénéficiaire - Année 1992

	PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION							
	BÉNÉFICIAIRES							
	OPAC		OP D'HLM		SA D'HLM		SCP ET SCI HLM	
	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS
ILE-DE-FRANCE	68 425	1 086	167 118	2 898	518 105	9 495	-	-
CHAMPAGNE-ARDENNE	11 519	216	22 123	467	46 771	854	676	13
PICARDIE	32 181	664	23 991	433	51 424	981	-	-
HAUTE-NORMANDIE	19 189	387	6 865	141	70 732	1 316	1 681	32
CENTRE	54 192	1 475	37 058	723	72 946	1 622	-	-
BASSE-NORMANDIE	17 448	438	20 674	477	38 857	801	-	-
BOURGOGNE	16 329	321	15 551	330	21 563	535	-	-
NORD - PAS-DE-CALAIS	45 293	824	20 470	360	165 010	3 285	45	1
LORRAINE	18 446	559	13 856	273	52 791	1 167	-	-
ALSACE	-	-	28 636	532	25 551	646	583	19
FRANCHE-COMTÉ	5 177	99	29 068	608	13 964	311	-	-
PAYS DE LA LOIRE	7 884	145	68 985	1 451	64 705	1 373	1 333	13
BRETAGNE	24 919	591	68 935	1 811	45 251	1 340	-	-
POITOU-CHARENTES	21 340	511	19 472	438	17 248	382	-	-
AQUITAINE	8 435	286	65 370	1 603	77 171	1 681	2 469	52
MIDI-PYRÉNÉES	4 348	91	32 835	887	70 804	1 845	1 345	31
LIMOUSIN	-	-	17 705	434	4 012	76	972	19
RHÔNE-ALPES	123 971	2 753	52 231	1 170	125 973	2 770	840	17
AUVERGNE	18 768	351	16 726	343	25 292	492	-	-
LANGUEDOC-ROUSSILLON	20 278	504	31 826	662	55 060	1 111	1 332	26
PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	3 698	86	32 536	639	193 629	3 280	-	-
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>521 849</b>	<b>11 387</b>	<b>792 039</b>	<b>16 680</b>	<b>1 756 868</b>	<b>35 363</b>	<b>11 280</b>	<b>223</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

	PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION									
	BÉNÉFICIAIRE									
	SEM DE CONSTRUCTION		SEM RU ET RI		COLLECTIVITÉS LOCALES		ORGANISMES AGRÉÉS		ENSEMBLE	
	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS
ILE-DE-FRANCE	133 938	2 316	3 570	55	518	15	4 095	65	897 260	15 953
CHAMPAGNE - ARDENNE	1 906	66	-	-	-	-	-	-	83 313	1 622
PICARDIE	-	-	-	-	105	2	-	-	107 702	2 080
HAUTE-NORMANDIE	10 392	231	-	-	187	4	-	-	109 890	2 130
CENTRE	5 193	136	-	-	565	8	-	-	172 551	4 025
BASSE-NORMANDIE	5 995	104	119	4	670	11	-	-	83 961	1 838
BOURGOGNE	10 093	209	-	-	1 577	26	-	-	65 976	1 462
NORD - PAS-DE-CALAIS	14 893	329	-	-	-	-	-	-	249 128	4 850
LORRAINE	2 262	41	-	-	1 423	23	-	-	88 880	2 064
ALSACE	13 461	255	-	-	116	2	-	-	68 679	1 462
FRANCHE-COMTÉ	1 963	88	-	-	638	10	-	-	52 417	1 196
PAYS DE LA LOIRE	14 693	368	-	-	1 457	31	-	-	159 802	3 397
BRETAGNE	4 529	171	-	-	9 900	185	-	-	168 143	4 284
POITOU - CHARENTES	9 814	246	-	-	1 277	17	-	-	70 104	1 610
AQUITAINE	16 460	378	6 322	284	984	19	-	-	177 213	4 303
MIDI - PYRÉNÉES	223	5	-	-	1 728	26	-	-	112 227	2 906
LIMOUSIN	4 064	66	-	-	1 010	17	-	-	28 007	618
RHÔNE - ALPES	54 950	1 250	-	-	3 662	59	-	-	369 678	8 143
AUVERGNE	1 800	42	490	7	1 613	22	-	-	65 072	1 263
LANGUEDOC - ROUSSILLON	3 879	78	-	-	479	8	-	-	113 823	2 403
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	39 246	1 006	-	-	72	1	-	-	273 549	5 114
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>349 764</b>	<b>7 385</b>	<b>10 501</b>	<b>350</b>	<b>27 990</b>	<b>486</b>	<b>4 095</b>	<b>65</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

## Subventions par région et nature du logement - Année 1992

LOGEMENTS À L'EXCLUSION DES FOYERS								
RÉGION	LOGEMENTS (ENSEMBLE)				DONT ÉTUDIANTS			
	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	PRIX DE REVIENT MOYEN (francs)	LOGEMENTS D'OPÉRATIONS EN DÉPASSEMENT %	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	PRIX DE REVIENT MOYEN (francs)	LOGEMENTS D'OPÉRATIONS EN DÉPASSEMENT %
ILE-DE-FRANCE	15 577	56 634	542 258	47.7	-	-	-	-
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 622	51 364	414 515	0	40	30 022	236 402	0
PICARDIE	2 064	51 982	404 372	4.4	-	-	-	-
HAUTE-NORMANDIE	2 114	51 732	475 414	8.1	177	25 030	246 596	20.9
CENTRE	3 797	43 485	346 384	5.8	542	22 303	183 339	0
BASSE-NORMANDIE	1 759	46 424	387 857	3	-	-	-	-
BOURGOGNE	1 384	46 363	376 067	4	-	-	-	-
NORD-PAS-DE-CALAIS	4 710	51 636	386 696	3.4	12	43 333	216 666	0
LORRAINE	2 064	43 062	378 201	9.3	-	-	-	-
ALSACE	1 357	48 034	392 158	4.6	-	-	-	-
FRANCHE-COMTÉ	1 182	44 052	366 848	2.2	205	23 379	188 173	0
PAYS DE LA LOIRE	3 172	47 303	368 032	0	-	-	-	-
BRETAGNE	4 028	39 956	411 088	5	81	21 756	171 313	0
POITOU-CHARENTES	1 546	44 123	335 690	4.5	35	20 672	180 441	0
AQUITAINE	3 941	42 063	342 551	15.6	-	-	-	-
MIDI-PYRÉNÉES	2 852	38 522	319 393	19.3	-	-	-	-
LIMOUSIN	602	45 560	351 652	0	-	-	-	-
RHÔNE-ALPES	7 178	47 287	401 461	25.1	492	20 127	165 502	0
AUVERGNE	1 214	51 721	403 623	3.3	49	26 835	232 926	0
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 391	47 488	401 193	3	-	-	-	-
PROVENCE-ALPES								
CÔTE D'AZUR	5 095	53 541	416 329	17.9	-	-	-	-
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>69 649</b>	<b>49 006</b>	<b>420 844</b>	<b>17.8</b>	<b>1 633</b>	<b>22 496</b>	<b>187 802</b>	<b>2.2</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

## Subventions par tranche d'unité urbaine - Année 1992

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION				
RÉGION	PLA (ENSEMBLE)		DONT PLA-I	
	SUBVENTIONS		SUBVENTIONS	
	(milliers de francs)	%	(milliers de francs)	%
COMMUNES RURALES	399 294	11.4	69 082	17.1
MOINS de 5000 HABITANTS	181 858	5.2	20 420	5.1
5 000 à 9 999 HABITANTS	183 042	5.2	16 278	4.0
10 000 à 19 999 HABITANTS	181 411	5.1	19 532	4.8
20 000 à 49 999 HABITANTS	274 017	7.8	33 013	8.2
50 000 à 99 999 HABITANTS	271 288	7.7	26 921	6.7
100 000 à 199 999 HABITANTS	325 015	9.2	46 331	11.5
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	903 317	25.7	111 289	27.6
UNITÉ URBAINE DE PARIS	798 139	22.7	60 696	15.0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>3 517 385</b>	<b>100.0</b>	<b>403 566</b>	<b>100.0</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

## Subventions par tranche d'unité urbaine et catégorie de bénéficiaire - Année 1992

PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION								
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	BÉNÉFICIAIRE							
	OPAC		OP D'HLM		SA D'HLM		SCP ET SCI HLM	
	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS
COMMUNES RURALES	82 475	1 698	116 782	2 367	154 988	3 136	1 814	27
MOINS de 5000 HABITANTS	33 630	680	55 672	1 245	85 865	1 693	780	13
5 000 à 9 999 HABITANTS	38 523	769	44 229	909	71 275	1 440	611	12
10 000 à 19 999 HABITANTS	32 117	669	36 890	810	95 663	2 020	2 472	53
20 000 à 49 999 HABITANTS	27 347	581	82 270	1 789	142 204	3 065	1 170	22
50 000 à 99 999 HABITANTS	65 514	1 377	74 159	1 695	100 983	2 131	-	-
100 000 à 199 999 HABITANTS	55 506	1 522	72 527	1 604	161 735	3 180	-	-
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	135 475	3 298	162 284	3 706	488 101	10 316	4 430	96
UNITÉ URBAINE DE PARIS	51 256	793	147 221	2 554	456 050	8 380	-	-
<b>ENSEMBLE</b>	<b>521 849</b>	<b>11 387</b>	<b>792 039</b>	<b>16 680</b>	<b>1 756 868</b>	<b>35 363</b>	<b>11 280</b>	<b>223</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

PLA y compris PLA D'INSERTION										
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	BÉNÉFICIAIRE									
	SEM DE CONSTRUCTION		SEM RU ET RI		COLLECTIVITÉS LOCALES		ORGANISMES AGRÉÉS		ENSEMBLE	
	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTIONS ÉTAT (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS
COMMUNES RURALES	17 578	331	-	-	22 195	373	-	-	399 294	7 983
MOINS de 5000 HABITANTS	4 597	105	-	-	916	15	-	-	181 858	3 761
5 000 à 9 999 HABITANTS	13 946	283	119	4	992	20	-	-	183 042	3 578
10 000 à 19 999 HABITANTS	11 152	203	-	-	961	14	-	-	181 411	3 825
20 000 à 49 999 HABITANTS	20 006	430	-	-	842	13	-	-	274 017	5 906
50 000 à 99 999 HABITANTS	28 403	597	-	-	74	3	-	-	271 288	5 892
100 000 à 199 999 HABITANTS	32 539	807	-	-	553	14	-	-	325 015	7 158
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	87 600	2 313	6 812	291	936	19	-	-	903 317	20 417
UNITÉ URBAINE DE PARIS	133 938	2 316	3 570	55	518	15	4 095	65	798 139	14 201
<b>ENSEMBLE</b>	<b>349 764</b>	<b>7 385</b>	<b>10 501</b>	<b>350</b>	<b>27 990</b>	<b>486</b>	<b>4 095</b>	<b>65</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# Subventions par tranche d'unité urbaine et catégorie de bénéficiaire - Année 1992

	PLA Y COMPRIS PLA D'INSERTION											
	OBJET DU FINANCEMENT											
	NEUF				ANCIEN				ENSEMBLE			
	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVEN- TION %	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVEN- TION %	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	
COMMUNES RURALES	299 472	6 070	49 329	11.2	99 822	1 913	52 180	16.0	399 294	7 983	50 012	
MOINS de 5000 HABITANTS	153 465	3 209	47 823	11.1	28 393	552	51 437	16.8	181 858	3 761	48 353	11.8
5 000 à 9 999 HABITANTS	156 471	2 990	52 319	9.4	26 571	587	45 228	16.0	183 042	3 578	51 155	10.0
10 000 à 19 999 HABITANTS	145 474	3 002	48 444	11.8	35 937	822	43 667	15.0	181 411	3 825	47 416	12.3
20 000 à 49 999 HABITANTS	222 758	4 646	47 944	11.5	51 259	1 260	40 681	14.7	274 017	5 906	46 395	12.0
50 000 à 99 999 HABITANTS	226 511	4 850	46 700	12.0	44 777	1 042	42 972	16.0	271 288	5 892	46 041	12.5
100 000 à 199 999 HABITANTS	267 114	6 085	43 897	11.4	57 901	1 073	53 962	16.9	325 015	7 158	45 405	12.1
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	749 452	16 998	44 088	11.6	153 865	3 418	45 010	15.0	903 317	20 417	44 242	12.1
UNITÉ URBAINE DE PARIS	659 715	11 622	56 764	10.3	138 424	2 579	53 673	10.1	798 139	14 201	56 203	10.2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>2 880 433</b>	<b>59 475</b>	<b>48 430</b>	<b>11.1</b>	<b>636 952</b>	<b>13 247</b>	<b>48 079</b>	<b>13.9</b>	<b>3 517 385</b>	<b>72 723</b>	<b>48 366</b>	<b>11.5</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# ***Les subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux dites PALULOS***

---

## ***Présentation***

---

Cette subvention est subordonnée à la passation d'une convention entre le bailleur et l'État.

Elle peut être versée aux organismes d'HLM, Sociétés Anonymes et Offices, à divers autres établissements publics, collectivités locales, Sociétés d'Économie Mixte, mais aussi à des personnes morales propriétaires de cités familiales ou de foyers ainsi qu'à des organismes contribuant à loger des personnes défavorisées.

Pour des immeubles appartenant aux organismes précités ou gérés par eux, elle contribue au financement de travaux d'amélioration dont la nature est bien définie et non de simples travaux d'entretien ou de réfection :

- travaux de mise en conformité,
- travaux d'économie d'énergie,
- travaux destinés à réduire les charges, renforcer la sécurité des personnes et des biens, améliorer le confort, y compris l'accessibilité et l'adaptation des logements aux personnes handicapées et âgées.

La subvention est, en général, égale à 20 % du coût des travaux dans la limite d'une dépense subventionnable plafonnée à 85.000 F TTC par logement.

Des dérogations au taux ou au plafond de dépense peuvent être exceptionnellement accordées.

On utilisera dans cette publication le terme "de petits travaux" pour désigner les travaux d'un montant inférieur à 15.000 F par logement.

Comme pour le PLA, les chiffres de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus précisément ceux des départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Alpes-Maritimes, ont été redressés par simple ajustement aux données publiées par la DHC.

## **Principaux résultats et commentaires**

La part de l'Île-de-France dans la masse des subventions reflète bien l'importance de cette région dans le parc HLM, même si la subvention PALULOS concerne d'autres types de logements. Comprenant 997 519 logements HLM pour 3 533 477 en France métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 1992, soit 28,2 % du parc, cette région a reçu 30,7 % du total des subventions, permettant de réhabiliter 21,9 % des logements concernés en 1992.

Des disparités dans le montant moyen des travaux par logement :

Les écarts sont importants d'une région à l'autre entre les montants moyens de travaux par logement : quelques régions se situent bien au-dessus de la moyenne, l'Alsace (+ 78 %), le Limousin (+ 48 %), la Lorraine (+ 40 %), ainsi que l'Île de France et la région Midi-Pyrénées (+ 36 %).

A l'inverse, de faibles montants moyens de travaux sont effectués dans les Pays de la Loire (- 45 %), ainsi qu'en Bourgogne (- 41 %) et en Bretagne (-33 %).

### **PETITS TRAVAUX**

Quatre régions émergent parmi les régions procédant à de petits travaux et la région Rhône-Alpes précède l'Île-de-France dans la masse des subventions. Les subventions moyennes par logement sont disparates, variant du simple, les Pays de la Loire avec 480 F, au quintuple, l'Île-de-France avec 2.491 F.

Les taux de subvention les plus élevés concernent en partie les régions qui bénéficient des plus fortes subventions en masse, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Île-de-France et la région Rhône-Alpes. Les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon paradoxalement, bénéficient d'une masse de subventions faible mais le taux de subvention y est élevé.

### **LES TRAVAUX EN DSQ**

L'information sur la localisation géographique en zone DSQ (développement social des quartiers) des travaux subventionnés par la PALULOS est intéressante à plus d'un titre.

D'une part, la masse des travaux représente environ le tiers des subventions, mais le nombre de logements concernés, 62 671, correspond à un peu plus du quart du nombre global.

D'autre part, et c'est la conséquence du constat fait précédemment, le taux de subvention est pour les travaux en DSQ, supérieur de 17 % au taux de l'ensemble des travaux avec des variations régionales fortes : Provence-Alpes-Côte 37,4 %, Lorraine 30,7 %, Limousin 30 %, mais aussi Champagne-Ardenne 18,4 % et Franche-Comté 21,5 %.

Il faut rappeler les résultats de l'enquête HLM au 1<sup>er</sup> janvier 1991[1] :

**10,9 % du parc HLM se trouve en DSQ. Cette proportion s'élève à plus de 13 % pour cinq régions : Rhône-Alpes, Pays de la Loire, Midi-Pyrénées, Île-de-France et Poitou-Charentes.**

Et si l'on considère la période de construction, on constate une forte représentation des constructions des années 60, plus de 44 %, dont la qualité est aujourd'hui décriée. L'effort d'amélioration porte bien entendu sur ce type de logements.

### **TRAVAUX PAR TRANCHE D'UNITÉ URBAINE**

La répartition de l'ensemble des travaux ne fait pas ressortir de particularités liées à la tranche d'unité urbaine. Si on limite l'observation aux seuls quartiers en DSQ, on note l'effort tout particulier en faveur des communes rurales.

Il est vrai que le prix du foncier y est faible et que le nombre de logements vacants est plus élevé qu'ailleurs, mais, toutes régions confondues, la subvention par logement et les travaux par logement y sont nettement supérieurs à la moyenne nationale : le triple pour la subvention, le double pour les travaux.

Ce sont ces travaux qui tirent vers le haut les taux de subvention constatés.

[1] NOTE VERTE "LE PARC DSQ au 1<sup>er</sup> janvier 1991" n°311 de juin 1993.

# **Liste des tableaux**

## ■ **1. par région**

la PALULOS, répartition régionale, ensemble des travaux

la PALULOS, tableau général, ensemble des travaux

la PALULOS, les petits travaux

la PALULOS, ensemble des travaux en DSQ

## ■ **2. par tranche d'unité urbaine**

la PALULOS, tableau général, ensemble des travaux

la PALULOS, tableau général, ensemble des travaux en DSQ

# Subventions Palulos par région - Année 1992

ENSEMBLE DES TRAVAUX								
	SUBVENTIONS (milliers de francs)	%	NOMBRE DE LOGEMENTS	%	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUBVENTION- NÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)
ILE-DE-FRANCE	793 889	30.7	51 378	22.0	15 451	3 505 987	3 906 172	68 239
CHAMPAGNE-ARDENNE	68 830	2.6	7 489	3.2	9 190	357 209	399 677	47 697
PICARDIE	58 045	2.2	4 118	1.7	14 095	252 583	295 488	61 336
HAUTE-NORMANDIE	96 859	3.7	8 369	3.5	11 573	482 544	533 023	57 658
CENTRE	88 427	3.4	8 040	3.4	10 998	392 524	452 267	48 821
BASSE-NORMANDIE	53 042	2.0	5 572	2.3	9 519	244 468	266 464	43 874
BOURGOGNE	76 690	2.9	11 861	5.0	6 465	379 093	417 068	31 961
NORD-PAS-DE-CALAIS	158 657	6.1	19 879	8.5	7 981	687 122	761 834	34 565
LORRAINE	113 566	4.3	6 446	2.7	17 618	440 260	511 264	68 299
ALSACE	76 768	2.9	4 081	1.7	18 811	354 350	421 835	86 829
FRANCHE-COMTÉ	44 692	1.7	4 046	1.7	11 046	209 108	228 747	51 682
PAYS DE LA LOIRE	101 770	3.9	16 653	7.1	6 111	474 946	549 963	28 520
BRETAGNE	79 320	3.0	10 675	4.5	7 430	374 045	419 320	35 039
POITOU-CHARENTES	37 951	1.4	3 703	1.5	10 248	187 205	207 517	50 555
AQUITAINE	65 636	2.5	8 233	3.5	7 972	291 711	329 082	35 432
MIDI-PYRÉNÉES	63 185	2.4	3 780	1.6	16 715	251 352	320 143	66 495
LIMOUSIN	25 258	0.9	1 388	0.5	18 197	100 481	125 542	72 392
RHÔNE-ALPES	271 322	10.5	26 008	11.1	10 432	1 244 043	1 463 858	47 833
AUVERGNE	30 239	1.1	3 336	1.4	9 064	141 620	158 146	42 452
LANGUEDOC-ROUSSILLON	64 160	2.4	6 566	2.8	9 771	272 868	291 553	41 557
PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	214 642	8.3	21 192	9.1	10 128	779 113	912 831	36 763
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>2 582 958</b>	<b>100.0</b>	<b>232 813</b>	<b>100.0</b>	<b>11 094</b>	<b>11 422 642</b>	<b>12 971 806</b>	<b>49 063</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial



## Subventions Palulos par région - Année 1992

ENSEMBLE DES TRAVAUX							
	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUB- VENTION %
ILE-DE-FRANCE	793 889	51 378	15 451	3 505 987	3 906 172	68 239	22.6
CHAMPAGNE-ARDENNE	68 830	7 489	9 190	357 209	399 677	47 697	19.2
PICARDIE	58 045	4 118	14 095	252 583	295 488	61 336	22.9
HAUTE-NORMANDIE	96 859	8 369	11 573	482 544	533 023	57 658	20.0
CENTRE	88 427	8 040	10 998	392 524	452 267	48 821	22.5
BASSE-NORMANDIE	53 042	5 572	9 519	244 468	266 464	43 874	21.6
BOURGOGNE	76 690	11 861	6 465	379 093	417 068	31 961	20.2
NORD-PAS-DE-CALAIS	158 657	19 879	7 981	687 122	761 834	34 565	23.0
LORRAINE	113 566	6 446	17 618	440 260	511 264	68 299	25.7
ALSACE	76 768	4 081	18 811	354 350	421 835	86 829	21.6
FRANCHE-COMTÉ	44 692	4 046	11 046	209 108	228 747	51 682	21.3
PAYS DE LA LOIRE	101 770	16 653	6 111	474 946	549 963	28 520	21.4
BRETAGNE	79 320	10 675	7 430	374 045	419 320	35 039	21.2
POITOU-CHARENTES	37 951	3 703	10 248	187 205	207 517	50 555	20.2
AQUITAINE	65 636	8 233	7 972	291 711	329 082	35 432	22.5
MIDI-PYRÉNÉES	63 185	3 780	16 715	251 352	320 143	66 495	25.1
LIMOUSIN	25 258	1 388	18 197	100 481	125 542	72 392	25.1
RHÔNE-ALPES	271 322	26 008	10 432	1 244 043	1 463 858	47 833	21.8
AUVERGNE	30 239	3 336	9 064	141 620	158 146	42 452	21.3
LANGUEDOC-ROUSSILLON	64 160	6 566	9 771	272 868	291 553	41 557	23.5
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	214 642	21 192	10 128	779 113	912 831	36 763	27.5
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>2 582 958</b>	<b>232 813</b>	<b>11 094</b>	<b>11 422 642</b>	<b>12 971 806</b>	<b>49 063</b>	<b>22.6</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

DONT PETITS TRAVAUX							
	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVEN- TION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUB- VENTION %
ILE-DE-FRANCE	11 321	4 545	2 491	39 312	39 312	8 649	28.7
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 700	1 765	963	10 786	14 204	6 111	15.7
PICARDIE	795	497	1 600	3 535	3 535	7 114	22.4
HAUTE-NORMANDIE	1 278	2 148	595	10 211	10 400	4 753	12.5
CENTRE	2 511	2 676	938	12 560	12 560	4 693	19.9
BASSE-NORMANDIE	3 101	2 132	1 454	15 508	15 508	7 274	20.0
BOURGOGNE	3 666	5 747	637	25 640	25 640	4 461	14.2
NORD-PAS-DE-CALAIS	10 608	10 305	1 029	48 880	52 462	4 743	21.7
LORRAINE	1 119	632	1 771	5 828	5 930	9 223	19.2
FRANCHE-COMTÉ	818	1 066	767	4 342	4 342	4 073	18.8
PAYS DE LA LOIRE	4 197	8 742	480	19 417	20 095	2 221	21.6
BRETAGNE	7 151	4 243	1 685	35 208	36 511	8 297	20.3
POITOU-CHARENTES	631	310	2 037	3 157	3 157	10 185	20.0
AQUITAINE	4 984	3 272	1 523	23 049	23 100	7 044	21.6
MIDI-PYRÉNÉES	1 995	920	2 169	7 116	7 116	7 735	28.0
LIMOUSIN	205	108	1 904	1 028	2 113	9 524	20.0
RHÔNE-ALPES	16 076	10 261	1 566	65 866	71 114	6 419	24.4
AUVERGNE	690	583	1 184	3 454	3 979	5 924	19.9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 102	2 763	761	9 514	10 514	3 443	22.1
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	9 403	7 944	1 183	31 791	32 985	4 001	29.5
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>84 362</b>	<b>70 659</b>	<b>1 193</b>	<b>376 212</b>	<b>394 589</b>	<b>5 324</b>	<b>22.4</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

## Subventions Palulos par région - Année 1992

ENSEMBLE DES TRAVAUX EN DSQ							
RÉGION	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUB- VENTION %
ILE-DE-FRANCE	245 979	12 481	19 708	901 315	930 644	72 214	27.2
CHAMPAGNE - ARDENNE	26 034	4 043	6 439	141 220	155 063	34 929	18.4
PICARDIE	24 799	1 804	13 746	91 888	105 290	50 935	26.9
HAUTE-NORMANDIE	33 591	1 993	16 854	152 745	154 256	76 640	21.9
CENTRE	22 975	1 146	20 048	85 251	85 874	74 390	26.9
BASSE-NORMANDIE	15 704	1 100	14 276	70 733	74 102	64 302	22.2
BOURGOGNE	21 736	1 869	11 629	96 751	98 382	51 766	22.4
NORD-PAS-DE-CALAIS	67 284	4 674	14 395	239 622	260 339	51 267	28.0
LORRAINE	69 213	2 821	24 535	225 312	256 874	79 869	30.7
ALSACE	26 790	800	33 488	103 110	125 677	128 888	25.9
FRANCHE-COMTÉ	10 397	921	11 289	48 329	50 110	52 474	21.5
PAYS DE LA LOIRE	19 632	2 853	6 881	83 124	97 114	29 135	23.6
BRETAGNE	14 017	1 699	8 250	50 928	51 307	29 975	27.5
POITOU-CHARENTES	5 031	546	9 215	21 956	22 613	40 213	22.9
AQUITAINE	10 592	1 609	6 583	38 966	44 133	24 217	27.1
MIDI-PYRÉNÉES	15 975	654	24 427	55 818	55 818	85 350	28.6
LIMOUSIN	9 872	427	23 121	32 909	32 909	77 071	30.0
RHÔNE-ALPES	124 449	13 934	8 931	498 314	564 112	35 762	24.9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	16 399	811	20 221	54 664	54 664	67 404	29.9
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	75 031	5 192	14 449	200 334	205 021	38 581	37.4
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>855 511</b>	<b>61 377</b>	<b>13 938</b>	<b>3 193 299</b>	<b>3 424 313</b>	<b>52 027</b>	<b>26.7</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

DONT PETITS TRAVAUX EN DSQ							
RÉGION	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUB- VENTION %
ILE-DE-FRANCE	3 338	1 341	2 489	12 786	12 786	9 534	26.1
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 369	1 634	838	9 130	12 548	5 587	15.0
PICARDIE	764	452	1 692	3 382	3 382	7 484	22.6
BOURGOGNE	443	567	782	3 290	3 290	5 802	13.4
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 404	1 694	829	4 741	4 741	2 799	29.6
PAYS DE LA LOIRE	432	1 401	308	2 162	2 162	1 543	20.0
BRETAGNE	2 200	812	2 709	7 336	7 715	9 035	29.9
POITOU-CHARENTES	502	260	1 931	2 511	2 511	9 657	20.0
AQUITAINE	1 125	880	1 278	3 750	3 750	4 261	30.0
RHÔNE-ALPES	13 630	8 052	1 692	50 282	50 297	6 244	27.1
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	2 847	2 198	1 295	8 660	8 660	3 940	32.8
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>28 058</b>	<b>19 291</b>	<b>1 454</b>	<b>108 034</b>	<b>111 847</b>	<b>5 600</b>	<b>25.9</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# Subventions Palulos par tranche d'unité urbaine - Année 1992

ENSEMBLE DES TRAVAUX							
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUB- VENTION %
COMMUNES RURALES	67 901	3 944	17 214	307 534	544 028	77 965	22.0
MOINS de 5000 HABITANTS	48 025	3 666	13 100	241 445	274 886	65 860	19.8
5 000 à 9 999 HABITANTS	80 794	7 460	10 830	380 363	436 526	50 987	21.2
10 000 à 19 999 HABITANTS	107 598	10 070	10 684	488 633	549 901	48 519	22.0
20 000 à 49 999 HABITANTS	91 200	24 223	12 021	1 287 447	1 397 334	53 148	22.6
50 000 à 99 999 HABITANTS	258 944	28 862	8 971	1 124 994	1 224 569	38 978	23.0
100 000 à 199 999 HABITANTS	262 866	26 048	10 091	1 104 239	1 218 581	42 392	23.8
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	744 816	80 346	9 270	3 235 825	3 684 676	40 273	23.0
UNITÉ URBAINE DE PARIS	720 811	48 192	14 957	3 252 158	3 641 300	67 483	22.1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>2 582 958</b>	<b>232 813</b>	<b>11 094</b>	<b>11 422 642</b>	<b>12 971 806</b>	<b>49 063</b>	<b>22.6</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

DONT PETITS TRAVAUX							
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE DE SUBVEN- TION %
COMMUNES RURALES	235	153	1 539	1 207	1 207	7 893	19.5
MOINS de 5000 HABITANTS	499	306	1 633	2 552	2 552	8 341	19.5
5 000 à 9 999 HABITANTS	2 054	1 993	1 030	13 074	14 999	6 560	15.7
10 000 à 19 999 HABITANTS	4 085	3 232	1 264	18 109	19 688	5 603	22.5
20 000 à 49 999 HABITANTS	7 070	6 406	1 103	37 666	37 667	5 879	18.7
50 000 à 99 999 HABITANTS	6 407	11 087	577	31 138	31 218	2 808	20.5
100 000 à 199 999 HABITANTS	11 698	10 601	1 103	57 192	58 448	5 395	20.4
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	40 988	32 336	1 267	175 957	189 492	5 441	23.2
UNITÉ URBAINE DE PARIS	11 321	4 545	2 491	39 312	39 312	8 649	28.7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>84 362</b>	<b>70 659</b>	<b>1 193</b>	<b>376 212</b>	<b>394 589</b>	<b>5 324</b>	<b>22.4</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# Subventions Palulos par tranche d'unité urbaine - Année 1992

ENSEMBLE DES TRAVAUX EN DSQ							
	SUBVEN- TIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE SUBVEN- TION %
COMMUNES RURALES	14 960	340	44 000	37 400	38 179	110 000	40.0
MOINS de 5000 HABITANTS	6 399	222	28 827	21 332	21 332	96 092	30.0
5 000 à 9 999 HABITANTS	12 801	1 046	12 238	48 362	52 175	46 235	26.4
10 000 à 19 999 HABITANTS	15 275	1 055	14 478	65 789	74 287	62 359	23.2
20 000 à 49 999 HABITANTS	99 568	5 906	16 858	380 743	402 048	64 467	26.1
50 000 à 99 999 HABITANTS	76 972	5 960	12 914	298 222	310 059	50 037	25.8
100 000 à 199 999 HABITANTS	116 322	7 962	14 609	414 471	444 799	52 056	28.0
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	319 254	28 623	11 153	1 199 071	1 325 900	41 891	26.6
UNITÉ URBAINE DE PARIS	193 956	10 263	18 898	727 905	755 531	70 925	26.6
<b>ENSEMBLE</b>	<b>855 511</b>	<b>61 377</b>	<b>13 938</b>	<b>3 193 299</b>	<b>3 424 313</b>	<b>52 027</b>	<b>26.7</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

DONT PETITS TRAVAUX EN DSQ							
	SUBVENTIONS (milliers de francs)	NOMBRE DE LOGEMENTS	SUBVENTION PAR LOGEMENT (francs)	TRAVAUX SUB- VENTIONNÉS (milliers de francs)	TRAVAUX TOTAUX (milliers de francs)	TRAVAUX PAR LOGEMENT (francs)	TAUX DE DE SUBVEN- TION %
5 000 à 9 999 HABITANTS	343	359	955	2 280	2 280	6 351	15.0
20 000 à 49 999 HABITANTS	100	208	485	1 009	1 009	4 855	9.9
50 000 à 99 999 HABITANTS	1 071	1 339	800	6 375	6 375	4 761	16.8
100 000 à 199 999 HABITANTS	2 383	2 470	964	9 349	9 349	3 785	25.4
200 000 à 1 999 999 HABITANTS	20 821	13 574	1 533	76 233	80 047	5 616	27.3
UNITÉ URBAINE DE PARIS	3 338	1 341	2 489	12 786	12 786	9 534	26.1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>28 058</b>	<b>19 291</b>	<b>1 454</b>	<b>108 034</b>	<b>111 847</b>	<b>5 600</b>	<b>25.9</b>

SOURCE : METT-DAEI-SDISC PréTrial

# ***La prime à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.)***

---

## ***Sommaire***

---

<hr/>	<b>GLOSSAIRE</b>	page 46
<hr/>	<b>PRÉSENTATION DE LA PRIME</b>	page 47
<hr/>	<b>I. PROFIL DU DEMANDEUR DE PRIME</b>	page 48
	I.1. Âge du demandeur de prime	page 48
	I.2. Ressources du demandeur de prime	page 48
<hr/>	<b>II. CARACTÉRISTIQUES DU LOGEMENT</b>	page 49
	II.1. Âge du logement	page 49
	II.2. Surface habitable du logement	page 49
	II.3. Confort du logement	page 49
<hr/>	<b>III. CARACTÉRISTIQUES DES TRAVAUX RÉALISÉS</b>	page 50
	Montant des travaux réalisés	page 50

# ***Glossaire***

---

## ***ÂGE DE LA CONSTRUCTION :***

Il s'agit du nombre d'années compté à partir de la date de la construction de l'immeuble ou de l'habitation individuelle.

## ***ANNÉE DE NAISSANCE DU DEMANDEUR :***

Il s'agit de l'année de naissance du demandeur de prime qu'il soit propriétaire ou non.

## ***ÉLÉMENTS DE CONFORT EXISTANT AVANT TRAVAUX :***

Les éléments qui mesurent le confort d'une habitation sont :

- le WC intérieur
- la salle de bains
- le chauffage central

Un ou plusieurs, ou tous ces éléments peuvent manquer dans une habitation avant la réalisation des travaux.

## ***RESSOURCES ANNUELLES IMPOSABLES :***

Il s'agit des ressources annuelles imposables du demandeur qui figurent sur le dernier avertissement fiscal.

## ***SURFACE HABITABLE :***

Il s'agit de la surface hors-oeuvre (en m<sup>2</sup>), dont on déduit les surfaces de plancher des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation, les surfaces de plancher des terrasses, des balcons, des loggias, et les surfaces de plancher des bâtiments affectés au logement des récoltes, des animaux ou du matériel agricole.

## ***MONTANT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX :***

Il s'agit du montant TTC des travaux prévus d'après un devis détaillé qui fait partie du dossier de demande de prime à l'amélioration de l'habitat.

# **Présentation de la prime à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.)**

---

Instaurée en 1977, dans le cadre de la réforme des aides de l'État au logement social, la prime à l'amélioration des logements anciens n'était au départ applicable qu'en milieu urbain et dans le cadre de programme d'intérêt général (PIG).

Un décret du 20 Novembre 1979 a étendu son champ d'application, d'une part en milieu rural et d'autre part à l'ensemble du territoire.

La prime à l'amélioration de l'habitat est destinée aux propriétaires occupant leur logement et désirant y effectuer des travaux d'amélioration.

Pour bénéficier de la PAH, le demandeur doit justifier de ressources annuelles au plus égales à 70 % du plafond de ressources des prêts PAP, sauf cas particulier.

D'autre part, le logement doit être achevé depuis au moins 20 ans, sauf cas particulier.

La prime à l'amélioration de l'habitat représente 20 % du montant des travaux prévus, dans la limite de 70 000 francs (TTC) de travaux par logement, soit un montant maximum de prime de 14 000 francs.

La prime finance des travaux destinés à :

- améliorer le confort des logements,
- ou l'adapter au mode de vie des personnes âgées, handicapées ou travaillant la nuit,
- ainsi qu'à économiser l'énergie (par le financement notamment du Fond Spécial des Grands Travaux).

En 1987, des mesures ont été prises (après avoir été expérimentées dans 15 départements) pour améliorer l'efficacité économique et sociale de la PAH :

- les demandeurs de primes dont les ressources ne dépassent pas 50 % du plafond des ressources du prêt PAP bénéficient d'une subvention de 35 % du montant des travaux, au lieu des 20 % du régime général,
- la mise aux normes totale du logement n'est plus exigée, et le demandeur de prime a le choix de la nature des travaux à réaliser,
- l'attribution de primes dans les Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat (**OPAH**) est favorisée.

Une Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat se déroule dans le cadre d'une convention passée entre une collectivité locale (communes ou groupement de communes), l'État et l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Les principaux textes réglementaires qui régissent la PAH sont :

- l'Arrêté du 20 Novembre 1979,
- la Circulaire n° 80-55 du 16 Juin 1980,
- la Circulaire n°87-46 du 18 Mai 1987
- l'Arrêté du 16 Février 1990.

## Les tableaux de résultats sur la PAH couvrent les années 1984 à 1991

Ils présentent des répartitions de la prime à l'amélioration de l'habitat en fonction de deux critères dont l'un est systématiquement le secteur d'appartenance des communes : secteur rural ou secteur urbain.

### Profil du demandeur de prime

ÂGE DU DEMANDEUR DE PRIME (en %)				
	Moins de 40 ans	De 40 à 59 ans	60 ans et plus	Total
Secteur rural	23,7	26,1	50,2	100
Secteur urbain	27,2	25,8	47,0	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>25,2</b>	<b>25,9</b>	<b>48,9</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I./S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

La population recevant la PAH est plus âgée en secteur rural qu'en milieu urbain. Ce phénomène s'observe régulièrement depuis 1984, première année pour laquelle on dispose d'une information. On constate même une tendance à l'augmentation de la proportion des demandeurs âgés de 60 ans et plus, tant en secteur rural qu'en milieu urbain.

RESSOURCES DU DEMANDEUR DE PRIME (en %)						
	Moins de 10 000 F	10 000 à 19 999 F	20 000 à 39 999 F	40 000 à 59 999 F	60 000 F et plus	Total
Secteur rural	17,9	12,6	32,7	22,7	14,1	100
Secteur urbain	10,0	9,5	32,4	27,4	20,8	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>14,6</b>	<b>11,3</b>	<b>32,6</b>	<b>24,7</b>	<b>16,9</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I./S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

Ces données financières sont déflatées en francs constants 1991 sur la base de l'indice des prix INSEE.

Le demandeur de prime dispose de ressources moins importantes en milieu rural qu'en secteur urbain : plus de 30 %, contre moins de 20 % en secteur urbain, ont des ressources inférieures à 20 000 F.

37 % des demandeurs, contre 48 % en secteur urbain, disposent de ressources annuelles supérieures ou égales à 40 000 F.



## Caractéristiques du logement

	ÂGE DU LOGEMENT (en %)				
	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	De 50 à 119 ans	120 ans et plus	Total
Secteur rural	16,4	6,	61,0	15,7	100
Secteur urbain	29,1	12,5	50,0	8,4	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>21,7</b>	<b>9,2</b>	<b>56,5</b>	<b>12,6</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I. / S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

Plus des trois quarts des logements réhabilités ou améliorés en secteur rural ont 50 ans et plus, alors qu'en secteur urbain la proportion est inférieure à 60 %. Ici, l'étude met en évidence la vétusté du parc en milieu rural, ainsi que les besoins réels d'amélioration.

	SURFACE HABITABLE DU LOGEMENT (en %)			
	Moins de 50 m <sup>2</sup>	De 50 à 99 m <sup>2</sup>	100 m <sup>2</sup> et plus	Total
Secteur rural	5,6	50,1	44,3	100
Secteur urbain	10,4	59,1	30,5	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>7,6</b>	<b>53,9</b>	<b>38,5</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I. / S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

Beaucoup moins de petits logements en secteur rural bénéficient de la prime à l'amélioration de l'habitat, et une proportion de logements proche de 45 % ont, toujours dans la même zone, une surface habitable de 100 m<sup>2</sup> et plus. Il faut rappeler que le logement moyen, en France, selon les résultats de l'enquête logement 1988, réalisée par l'INSEE, a une surface de 85 m<sup>2</sup>, pour 95 m<sup>2</sup> en zone rurale.

	CONFORT DU LOGEMENT (en %)								
	Aucun confort	WC intérieur	Salle de bains	Chauffage central	WC intérieur et salle de bains	WC intérieur et Chauffage central	Salle de bains et Chauffage central	WC intérieur et Salle de bains et Chauffage central	Total
Secteur rural	30,7	6,1	1,8	2,8	31,6	1,6	0,7	24,7	100
Secteur urbain	17,7	7,2	1,9	2,5	26,8	2,7	1,1	40,0	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>25,2</b>	<b>6,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,7</b>	<b>29,6</b>	<b>2,1</b>	<b>0,9</b>	<b>31,2</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I. / S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

L'étude met en évidence d'une façon nette le manque de confort réel, avant travaux, des logements en secteur rural : 30 % n'ont aucun élément de confort, parmi les trois éléments recensés, comparés aux 18 % en secteur urbain. Et moins du quart possède ces trois éléments simultanément, alors qu'en milieu urbain, on trouve 40 % des logements ainsi équipés. La PAH peut être considérée comme un puissant outil destiné à mettre aux normes de confort ces logements considérés comme "très inconfortables".

## Caractéristiques des travaux réalisés

MONTANT DES TRAVAUX RÉALISÉS (en %)						
	Moins de 10 000 F	10 000 à 29 999 F	30 000 à 49 999 F	50 000 à 69 999 F	70 000 F et plus	Total
<b>Secteur rural</b>	7,5	23,9	22,7	14,6	31,3	100
<b>Secteur urbain</b>	12,1	31,5	21,7	11,0	23,6	100
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>9,4</b>	<b>27,1</b>	<b>22,3</b>	<b>13,1</b>	<b>28,1</b>	<b>100</b>

Source : Fichier P.A.H. D.A.E.I. / S.D.I.S.C. - Années 1984 à 1991

Ces données financières sont déflatées en francs constants 1991 sur la base de l'indice des prix INSEE.

La structure même du parc en milieu rural, c'est à dire parc plus âgé, et surface habitable supérieure, ainsi que l'habitat dispersé et une proportion plus large qu'en secteur urbanisé de logements individuels, liée à un manque de confort plus accentué, explique le besoin accru de travaux dans le secteur rural. Il ne faut pas oublier cependant que le coût des travaux est souvent lié à la surface du logement, notamment les travaux de couverture, de ravalement, d'isolation, d'une façon générale certains travaux de gros oeuvre.

En résumé, le demandeur de prime à l'amélioration de l'habitat en milieu rural est plus âgé, bénéficie de plus faibles ressources, dispose d'un logement plus vaste et plus ancien mais beaucoup moins confortable, et nécessitant des travaux d'un montant plus important, que son homologue en secteur urbain.